

Directives Richtlinien



OFFICE FRANCO-ALLEMAND POUR LA JEUNESSE
DEUTSCH-FRANZÖSISCHES JUGENDWERK

SOMMAIRE	Page
1. Principes	4
2. Conception, organisation et évaluation	8
2.1. Participation active du jeune	8
2.2. Différents types de programmes	8
2.3. Réalisation des programmes	10
2.4. Formation et perfectionnement des responsables et animateurs	12
2.5. Documentation, information et recherche	14
2.6. Promotion linguistique	14
3. Modalités d'intervention et procédure.....	16
3.1. Modalités d'intervention	16
3.2. Procédure	22
Frais de voyage	30
ANNEXE 1	32
Grille en euros pour le remboursement des frais de transport pour les déplacements en groupes vers la République fédérale d'Allemagne	
ANNEXE 2	34
Grille en euros pour le remboursement des frais de transport pour les déplacements de groupes à l'intérieur de la France	
ANNEXE 3	37
Carte des Länder de la République fédérale d'Allemagne	
ANNEXE 4	38
Carte de la France par académie	
ANNEXE 5	40
Frais de séjour	
ANNEXE 6	42
Participation des jeunes de pays tiers	
ANNEXE 7	42
Subventions pour réunions préparatoires	
INDEX	46

INHALT	Seite
1. Grundsätze	5
2. Konzeption, Durchführung und Auswertung	9
2.1. Mitwirkung des Jugendlichen	9
2.2. Programmarten	9
2.3. Durchführung der Programme	11
2.4. Aus- und Fortbildung der Gruppenleiter und Mitarbeiter	13
2.5. Dokumentation, Information und Forschung	15
2.6. Sprachförderung	15
3. Förderung und Verfahren	17
3.1. Förderung	17
3.2. Verfahren	23
Fahrtkostenerstattung	31
ANLAGE 1	33
Tabelle in Euro - Fahrtkostenzuschuss für Gruppenfahrten nach Frankreich	
ANLAGE 2	36
Tabelle in Euro - Fahrtkostenzuschuss für Gruppenfahrten innerhalb der Bundesrepublik Deutschland	
ANLAGE 3	37
Karte der Bundesländer	
ANLAGE 4	38
Karte der Akademien in Frankreich	
ANLAGE 5	41
Aufenthaltskosten	
ANLAGE 6	43
Teilnahme von Jugendlichen aus Drittländern	
ANLAGE 7	45
Förderung von Vorbereitungstreffen	
INDEX	47

L'Office franco-allemand pour la Jeunesse est né de l'initiative politique du gouvernement de la République Française et du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne. Il a été créé par l'accord du 5 juillet 1963, signé en application du Traité du 22 janvier 1963 relatif à la coopération franco-allemande et modifié par l'accord du 22 juin 1973 et celui du 25 novembre 1983.

L'Office dispose d'un fonds commun alimenté annuellement à parts égales par les deux gouvernements sans préjudice de toute autre ressource prévue par l'accord.

L'accord investit le Conseil d'Administration des pouvoirs nécessaires à l'accomplissement de la mission de l'Office.

Le Conseil d'Administration a voulu préciser les principes, conceptions et modalités des actions menées dans le cadre de l'Office.

Ces directives -conçues comme un guide pour l'action pratique- doivent être confrontées avec l'évolution des aspirations des jeunes et adaptées grâce à l'évaluation permanente des expériences menées.

1. Principes

1.1. L'Office est au service des jeunes Français et Allemands. Il a pour mission de resserrer les liens qui unissent les jeunes des deux pays.

Dans son action, l'Office tiendra compte des aspirations de la jeunesse, telles qu'elles s'expriment dans les formes d'organisation dont les jeunes eux-mêmes ont pris l'initiative.

1.2. La connaissance mutuelle, la compréhension, la solidarité et la coopération sont les objectifs permanents de l'Office.

La connaissance réciproque implique avant tout une information sur les contextes culturels, économiques, sociaux et politiques qui conditionnent la vie de chaque individu. Une telle approche s'avère indispensable pour découvrir et comprendre les particularités du pays voisin, de ses habitants et leurs modes de vie.

Par compréhension il faut entendre la faculté de reconnaître ses propres intérêts et ceux du partenaire, de les comparer, d'en discuter librement et d'assumer, le cas échéant, les conflits qui peuvent résulter de cette confrontation.

Cette attitude implique l'autocritique, l'acceptation de la critique du partenaire, la reconnaissance de ses propres préjugés et de ceux de l'autre. La solidarité et la coopération s'appuient sur la prise de conscience de l'interdépendance et le sentiment de la responsabilité mutuelle.

Les échanges entre jeunes Français et jeunes Allemands doivent contribuer à leur formation.

Dans la poursuite de ces objectifs fondamentaux, la compréhension linguistique revêt une importance particulière. L'Office veillera à la créer et à la développer.

Das Deutsch-Französische Jugendwerk wurde aufgrund einer gemeinsamen politischen Initiative der Regierungen der Bundesrepublik Deutschland und der Französischen Republik durch das Abkommen vom 5. Juli 1963 errichtet. Dieses Abkommen wurde in Durchführung des Vertrages über die deutsch-französische Zusammenarbeit vom 22. Januar 1963 unterzeichnet und durch die Abkommen vom 22. Juni 1973 und vom 25. November 1983 geändert.

Das Jugendwerk verfügt über einen Gemeinschaftsfonds. Die Mittel hierfür werden jährlich von beiden Regierungen zu gleichen Teilen zur Verfügung gestellt; darüber hinaus verfügt das Jugendwerk über die sonstigen im Abkommen vorgesehenen Mittel.

Das Abkommen statet das Kuratorium mit den zur Erfüllung der Aufgaben des DFJW notwendigen Befugnissen aus.

Das Kuratorium hat die Grundsätze, Gedanken und Bestimmungen formuliert, die für die im Rahmen des Jugendwerks durchgeführten Programme gelten sollen.

Die vorliegenden Richtlinien sind als Wegweiser für die praktische Arbeit aufzufassen; sie müssen mit den Interessen der Jugendlichen konfrontiert und auf der Grundlage einer ständigen Auswertung der Programmresultate der Entwicklung dieser Interessen angepasst werden.

1. Grundsätze

1.1. Das Jugendwerk steht im Dienste der deutschen und französischen Jugend. Es hat die Aufgabe, die Bande zwischen der Jugend der beiden Länder enger zu gestalten.

Bei seiner Tätigkeit soll das Jugendwerk den Interessen der Jugend Rechnung tragen, wie sie in den von ihr selbst initiierten Gestaltungs- und Organisationsformen zum Ausdruck kommen.

1.2. Gegenseitiges Kennenlernen, Verständigung, Solidarität und Zusammenarbeit sind die ständigen Ziele des Jugendwerks.

Das gegenseitige Kennenlernen setzt vor allem eine Einführung in die grundlegenden individuellen und gesellschaftlichen Tatsachen voraus, die das Leben des Einzelnen bestimmen. Ein solcher Ansatz erweist sich als unerlässlich, um die Besonderheiten des Nachbarlandes, seiner Bürger und ihrer Lebensgewohnheiten wahrzunehmen und zu verstehen.

Verständigung erfordert die Fähigkeit, die eigenen Interessen und die des Partners zu erkennen, sie abzuwägen und sich darüber offen auseinanderzusetzen und mögliche Konflikte auszutragen.

Sie verlangt die Erkenntnis der eigenen und fremden Vorurteile, Selbstkritik und das Eingehen auf die Kritik des anderen. Solidarität und Zusammenarbeit setzen die Bereitschaft zur wechselseitigen Verantwortung in der Erkenntnis der gegenseitigen Abhängigkeit voraus.

Der Austausch zwischen jungen Deutschen und jungen Franzosen soll zu ihrer Bildung beitragen.

Zur Erreichung dieser grundlegenden Ziele ist die sprachliche Verständigung von besonderer Bedeutung. Das Jugendwerk muss diese sprachliche Verständigung schaffen oder entwickeln.

1.3. L'Office est une institution destinée à promouvoir les activités franco-allemandes de jeunesse. Les activités franco-allemandes dans le domaine de la jeunesse peuvent avoir valeur d'exemple pour la coopération internationale en général, et européenne en particulier. Pour répondre à cette vocation, l'Office se doit d'encourager la participation de jeunes de pays tiers à ses activités.

Grâce aux relations exemplaires de la jeunesse franco-allemande, l'objectif de l'Office est de contribuer à une amélioration des relations internationales. Par l'importance de ses moyens, par ses méthodes de travail et par ses objectifs, l'Office offre un champ d'expérimentation pour un travail européen de jeunesse. Dans l'avenir, des jeunes de pays tiers participeront, sous certaines conditions, aux programmes de l'Office, de même que des activités de l'Office auront lieu dans des pays tiers. De telles activités permettront de mieux discerner les réalités françaises et allemandes affrontées à des problèmes communs (cf. annexe 6).

1.4. Pour la réalisation de ces objectifs, l'Office remplit une mission d'aide, de conseil, d'incitation, de proposition, d'animation et d'expérimentation. Il s'en acquitte dans le respect de la liberté des jeunes, ainsi que la diversité des engagements idéologiques, des conceptions pédagogiques et des centres d'intérêts.

Les orientations en ce sens sont données par le Conseil d'Administration qui assure le contrôle de leur mise en œuvre.

1.5. L'action de l'Office s'exerce normalement par l'intermédiaire des diverses instances qui, dans les deux pays, ont des responsabilités dans le domaine de l'éducation et de la formation : les mouvements, associations et organisations techniques de jeunesse, d'éducation populaire, de loisirs, de sports ou d'échanges internationaux; l'école et l'université; la profession; d'une manière générale, toutes les institutions, privées ou publiques, qui exercent auprès des jeunes une action d'information, de formation ou d'éducation .

Il peut mettre à leur disposition, outre des aides financières, des moyens propres à améliorer la qualité de leur action, par exemple pour la documentation et la préparation des participants, la formation des animateurs et l'évaluation des activités de l'Office.

1.6. L'Office cherche à répondre aux besoins des organismes privés ou publics qui veulent mener à bien des activités franco-allemandes selon les principes définis ci-dessus.

Il peut prendre lui-même les initiatives nécessaires dans les secteurs où les besoins ne sont pas satisfaits par les organismes existants, ou dans le cas où les structures existantes ne suffisent pas. Il offre alors aux jeunes des possibilités éducatives nouvelles sous forme de programmes originaux qui, s'ils se révèlent féconds seront repris par d'autres. Dans de tels cas, l'Office s'assure, dans toute la mesure du possible, la coopération des organismes intéressés.

1.3. Das Jugendwerk ist eine Einrichtung zur Förderung der deutsch-französischen Jugendarbeit. Die deutsch-französische Jugendarbeit kann beispielhaft für die internationale und insbesondere für die europäische Zusammenarbeit werden. Um diesem Anspruch gerecht werden zu können, soll das Jugendwerk die Teilnahme von Jugendlichen aus Drittländern an seinen Programmen fördern.

Ziel des Jugendwerks ist, dank exemplarischer Beziehungen zwischen der deutschen und der französischen Jugend zu einer Verbesserung der internationalen Beziehungen beizutragen. Angesichts der Bedeutung der ihm zur Verfügung stehenden Mittel, seiner Arbeitsmethoden und seiner Ziele bietet das Jugendwerk ein Erprobungsfeld für europäische Jugendarbeit. In Zukunft werden Jugendliche aus Drittländern unter bestimmten Voraussetzungen an Veranstaltungen des Jugendwerks teilnehmen, auch werden Maßnahmen des Jugendwerks in Drittländern stattfinden. Derartige Tätigkeiten lassen die deutsche und französische Wirklichkeit bei einer Gegenüberstellung mit gemeinsamen Problemen deutlicher hervortreten (vgl. Anlage 6).

1.4. Zur Verwirklichung dieser Ziele hat das Jugendwerk die Aufgabe, zu fördern, zu beraten und Maßnahmen anzuregen, anzubieten, voranzutreiben und zu erproben. Es erfüllt diese Aufgaben unter Achtung der Freiheit der Jugendlichen und der Vielfalt des ideologischen Engagements, der pädagogischen Konzeptionen und der Interessengebiete.

Die allgemeinen Grundsätze hierfür werden vom Kuratorium bestimmt, das auch über ihre Einhaltung wacht.

1.5. Die Arbeit des Jugendwerks vollzieht sich in der Regel über die für Erziehung und Bildung in beiden Ländern zuständigen Stellen: Jugendverbände, Einrichtungen und Organisationen der Jugend- und Erwachsenenbildung, des Sports oder des internationalen Austauschs; Schule, Hochschule, Beruf; ganz allgemein alle freien und öffentlichen Einrichtungen, die sich auf den Gebieten der Information, der Erziehung und Bildung an die Jugend wenden.

Neben der finanziellen Förderung kann es ihnen besondere Hilfe anbieten, um ihre Arbeit zu verbessern, wie z.B. durch die Bereitstellung von Informationsmaterial für die Vorbereitung der Jugendlichen, für die Ausbildung der Mitarbeiter und Auswertung der Maßnahmen des Jugendwerks.

1.6. Das Jugendwerk will seine Hilfe allen freien und öffentlichen Organisationen, die deutsch-französische Programme nach den hier genannten Grundsätzen durchführen wollen, zur Verfügung stellen.

Es kann dort selbst die Initiative ergreifen, wo der Bedarf von den vorhandenen Organisationen nicht gedeckt wird oder wo die vorhandenen Strukturen nicht ausreichen. Es bietet den Jugendlichen dann zusätzliche pädagogische Möglichkeiten an in Form von besonderen Programmen, die bei Bewährung von anderen Trägern übernommen werden. In diesen Fällen wird es sich soweit wie möglich bemühen, die interessierten Organisationen zur Mitarbeit zu gewinnen.

1.7. L'Office favorise entre les participants et à partir de l'expérience acquise une recherche qui réunira les experts tels que sociologues, psychologues, pédagogues, etc.

Les actions de recherche seront consacrées notamment aux rapports entre les cultures, au rapprochement des communautés par l'échange, aux rapports internationaux concernant la jeunesse ainsi qu'aux méthodes et techniques de l'échange.

2. Conception, organisation et évaluation

L'Office ne soutient que les activités franco-allemandes répondant aux principes énoncés ci-dessus et pour lesquelles les conditions suivantes sont remplies:

2.1. Participation active du jeune

En raison de la très grande variété des conceptions et des modes de vie des jeunes, qui ne sauraient se réduire à une seule formule, l'action auprès de la jeunesse nécessite une disponibilité constante, permettant de connaître l'évolution des mentalités et de se confronter sans cesse avec elle. Les organisateurs de programmes, qu'il s'agisse de responsables et d'animateurs d'organisations de jeunesse ou d'administrateurs et d'enseignants dans le système scolaire et universitaire, s'efforceront toujours de parvenir à cette disponibilité.

Dans l'appréciation de la qualité des programmes, plus que la forme même des rencontres ou les modalités de coopération ou de vie collective, c'est l'organisation par les jeunes eux-mêmes ou leur participation très large à la conception et au contenu des activités qui doit entrer en ligne de compte. Une attention particulière sera donc accordée aux programmes, dont les jeunes eux-mêmes prendront en charge la préparation, la conduite et l'exploitation.

2.2. Différents types de programmes

Quatre types de programmes sont à considérer comme éléments d'un processus menant de la première découverte des réalités françaises et allemandes à l'apprentissage de la coopération binationale et multinationale et à la capacité de développer en commun de nouvelles formes de vie. Ces programmes s'adressent, en principe, à des groupes et exceptionnellement à des individus.

2.2. 1 Programmes d'information, de contacts personnels et programmes abordant les problèmes de la coexistence internationale dans le cadre de la coopération franco-allemande.

En règle générale, ces programmes sont :

- soit des rencontres dans la localité du partenaire,
- soit des rencontres en tiers lieu.

La durée de ces activités* doit comporter au moins 5 jours et ne pas dépasser 21 jours (jours de voyage exclus).

*) Le séjour doit comporter au moins 4 jours pleins entre le jour de l'arrivée au lieu de programme et le jour du départ; ces deux derniers sont considérés globalement comme une journée de programme et ne donnent lieu de ce fait qu'à une indemnité journalière.

1.7. Das Jugendwerk fördert in Verbindung mit den Partnern und auf der Basis der gewonnenen Erfahrungen Forschungsvorhaben, an denen Vertreter der verschiedenen wissenschaftlichen Disziplinen wie Soziologen, Psychologen, Pädagogen usw. zusammenarbeiten werden. Im Vordergrund des Interesses werden stehen die Beziehungen zwischen den Kulturen, die Annäherung der Gemeinschaften durch Austauschmaßnahmen, die internationalen Jugendbeziehungen sowie die Methode und Technik des Austauschs.

2. Konzeption, Durchführung und Auswertung

Das Jugendwerk fördert nur die deutsch-französischen Maßnahmen, die den vorstehenden Grundsätzen entsprechen und bei denen folgende Voraussetzungen erfüllt sind:

2.1. Mitwirkung des Jugendlichen

Angesichts der großen Bandbreite jugendlicher Einstellungen und Lebensformen, die sich nicht auf eine einzige Formel bringen lassen, erfordert Jugendarbeit die ständige Bereitschaft, die Wandlungen jugendlicher Selbstdarstellung immer neu zur Kenntnis zu nehmen und sich immer neu ernsthaft mit ihnen auseinanderzusetzen. Um diese Bereitschaft müssen sich die Organisatoren der Programme ständig bemühen. Das gilt sowohl für die Verantwortlichen aus dem Bereich der Jugendorganisationen als auch für das Verwaltungs- und Lehrpersonal in Schule und Universität.

Bei Beurteilung der Qualität der Programme muss mehr die Organisation durch die Jugendlichen selbst oder ihre sehr weitgehende Beteiligung an der Konzeption oder am Inhalt der Maßnahme im Vordergrund stehen als die eigentliche Form der Begegnungen oder die Art der Zusammenarbeit oder des Zusammenlebens. Besondere Aufmerksamkeit wird deshalb den Programmen gewidmet, deren Vorbereitung, Durchführung und Auswertung von den Jugendlichen selbst übernommen wird.

2.2. Programmarten

Vier Programmtypen sind zu unterscheiden, die als Elemente eines Prozesses anzusehen sind, der vom ersten Kennenlernen der deutschen und französischen Wirklichkeit bis zur Befähigung zu bi- und multinationaler Zusammenarbeit und zur Entwicklung von gemeinsamen neuen Lebensformen führt. Die Programme wenden sich im Regelfall an Gruppen und nur ausnahmsweise an Einzelpersonen.

2.2. 1 Programme, die zur Information bestimmt sind, persönliche Kontakte schaffen und die Teilnehmer anregen, sich intensiver mit Problemen des internationalen Zusammenlebens zu beschäftigen, wie sie im Rahmen der deutsch-französischen Zusammenarbeit deutlich werden.

Im allgemeinen handelt es sich bei diesen Programmen

- entweder um Begegnungen am Ort des Partners,
- oder um gemeinsame Begegnungen an einem dritten Ort.

Die Mindestdauer* dieser Programme beträgt 5 Tage, die Höchstdauer 21 Tage (Reisetage ausgeschlossen).

*) Zwischen dem Tag der Ankunft am Programmort und dem Tag der Abreise von diesem Ort müssen mindestens 4 volle Kalendertage liegen. Ankunfts- und Abreisetage werden pauschal zusammen als ein Programmtag gerechnet und können dementsprechend nur mit einem Tagesgeldsatz gefördert werden.

Ces programmes doivent garantir une confrontation des participants avec les réalités françaises et allemandes. La délimitation des thèmes et le séjour dans une seule région doivent donc être favorisés. La préparation des participants au thème de la rencontre devra être assurée.

2.2. 2 Programmes à thème visant à un approfondissement des connaissances des structures politiques, économiques, sociales et culturelles des deux pays et à une recherche de formules de rapprochement, de coopération ou d'adaptation dans l'esprit d'unification européenne.

La durée de ces activités ne doit pas être inférieure à 5 jours* et ne pas dépasser 21 jours (jours de voyage exclus).

Les participants à ces programmes doivent avoir une connaissance suffisante des deux pays. Les thèmes abordés seront soigneusement préparés tant sous l'aspect des contenus que des méthodes. Les participants seront associés à cette préparation. En cas d'impossibilité, ils seront informés en temps utile et de manière détaillée sur les objectifs et la forme du programme. De plus, du matériel d'information sera mis à leur disposition pour leur permettre de se familiariser avec les problèmes abordés.

2.2. 3 Stages de longue durée permettant aux participants d'acquérir une connaissance plus approfondie de la culture de l'autre pays, particulièrement dans les domaines qui les concernent directement (activités socio-éducatives, école et université, profession). Les personnes intéressées auront, dans la mesure du possible, auparavant participé à un programme de courte durée et elles devront disposer de connaissances linguistiques suffisantes.

La durée du financement dépend du type de stage. Le séjour sera d'au moins un mois. L'aide de l'Office sera accordée pour un an maximum.

2.2. 4 Programmes d'approfondissement visant à donner aux participants des stages de longue durée n'ayant pas encore atteint la limite d'âge de l'Office la possibilité de poursuivre leur confrontation avec les réalités françaises et allemandes et avec la coopération entre les deux pays.

La durée de ces programmes devra, en règle générale, être d'au moins cinq jours.

2.3. Réalisation des programmes

Les activités de l'Office doivent tendre à s'inscrire dans le cadre de programmes d'opérations élaborés par les organisateurs ou en liaison étroite avec eux. Les programmes précisent le thème et les objectifs de chaque stage; la durée et les lieux du stage; les conditions pratiques (hébergement, transports) et pédagogiques (volume et qualification de l'encadrement, information et préparation des participants); le budget du stage et les moyens financiers et techniques mis par l'Office à la disposition des stagiaires d'une part, et de l'organisateur du programme d'autre part.

*) Le séjour doit comporter au moins 4 jours pleins entre le jour de l'arrivée au lieu de programme et le jour du départ; ces deux derniers sont considérés globalement comme une journée de programme et ne donnent lieu de ce fait qu'à une indemnité journalière.

Das Programm muss sicherstellen, dass sich die Beteiligten mit der deutschen und französischen Wirklichkeit auseinandersetzen. Die Begrenzung der Thematik und der Aufenthalt in nur einer Region sind aus diesem Grunde zu fordern. Es muss dafür gesorgt werden, dass sich die Teilnehmer vorbereitend mit dem Thema der Begegnung befassen.

2.2. 2 Programme mit eingegrenzter Thematik, die der vertieften Auseinandersetzung mit den politischen, wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Strukturen der beiden Länder dienen und nach Formen der Kooperation oder Angleichung im Geiste der europäischen Einigung suchen.

Die Mindestdauer dieser Programme beträgt 5 Tage*, die Höchstdauer 21 Tage (Reisetage ausgeschlossen).

Die Teilnehmer an diesen Programmen sollen über ausreichende Kenntnisse beider Länder verfügen. Die Thematik muss fachlich und methodisch gut vorbereitet sein. An dieser Vorbereitung sollen die Teilnehmer beteiligt werden. Wo dies nicht möglich ist, müssen sie über Ziel und Form des Programms rechtzeitig und umfassend informiert werden. Außerdem sollte ihnen Material zur Verfügung gestellt werden, um sich selbst auf die Thematik vorzubereiten.

2.2. 3 Längerfristige Programme, die es den Teilnehmern ermöglichen, tiefere Einsichten in die Kultur des anderen Landes, insbesondere in ihrem eigenen Lebens- und Aufgabenbereich (außerschulische Jugendarbeit, Schule, Studium, Beruf) zu erhalten. Die Teilnehmer sollen möglichst an einem kurzfristigen Programm teilgenommen haben und müssen über ausreichende Sprachkenntnisse verfügen.

Die Dauer der Förderung richtet sich nach Art des Programms. Der Aufenthalt muss mindestens einen Monat umfassen. Eine Förderung wird nur für längstens ein Jahr bewilligt.

2.2. 4 Vertiefungsprogramme, die sich an Teilnehmer längerfristiger Programme wenden und diesen bis zum Erreichen der Altersgrenze des DFJW die Möglichkeit geben, sich immer wieder neu mit der Realität in Deutschland und Frankreich und mit der Kooperation der beiden Länder auseinanderzusetzen.

Diese Programme sollen in der Regel 5 Tage dauern.

2.3. Durchführung der Programme

Es ist darauf hinzuwirken, dass die Tätigkeiten des Jugendwerks im Rahmen operativer Programme abgewickelt werden, die von den Organisationen oder aber in enger Zusammenarbeit mit ihnen ausgearbeitet werden. Die Programme enthalten genaue Angaben über Thema und Ziele, Dauer und Ort, über die praktischen Bedingungen (Unterbringung, Transport), über die pädagogischen Voraussetzungen (Zahl und Qualifikation der Mitarbeiter des Leitungsteams, Information und Vorbereitung der Teilnehmer) und auch über die Gesamtfinanzierung der Maßnahme und die finanziellen und technischen Hilfen, die dem Teilnehmer einerseits und dem Träger andererseits vom Jugendwerk zur Verfügung gestellt werden.

*) Die Mindestdauer dieser Programme beträgt 4 volle Kalendertage zuzüglich An- und Abreisetage. Letztere werden pauschal zusammen als ein Programmtag gerechnet und können dementsprechend nur mit einem Tagesgeldsatz gefördert werden.

2.3. 1 Préparation

Les programmes doivent être le résultat d'un travail de groupe. Quand cela n'est pas possible, les participants doivent être préparés au programme de manière appropriée.

Les buts et les moyens de la rencontre doivent faire l'objet d'un accord entre partenaires. Une préparation linguistique appropriée doit être assurée dans toute la mesure du possible; en tout état de cause, la présence d'un nombre suffisant de participants ayant une connaissance suffisante de l'autre langue doit être garantie.

Logement, nourriture, transports, assurance doivent être prévus de façon adéquate.

La composition du groupe et le nombre des participants doivent être tels que les objectifs du programme puissent être atteints.

2.3. 2 Réalisation

Pour mieux développer le thème de la rencontre, les motivations et les intérêts des participants seront pris en considération dans la réalisation des programmes. Les méthodes utilisées doivent être arrêtées avec eux. Les participants se chargent eux-mêmes de tâches et de fonctions importantes pour la réalisation du programme.

2.3. 3 Evaluation et exploitation

Chaque programme doit donner lieu à exploitation commune; celle-ci sera rendue possible grâce au rapport du groupe, de l'équipe d'encadrement ou grâce à toute autre forme d'évaluation (questionnaires, tests, etc.).

L'Office doit mettre les résultats à la disposition des usagers sous une forme appropriée.

2.4. Formation et perfectionnement des responsables et animateurs

La responsabilité de la formation des responsables et animateurs incombe aux organisateurs des programmes qui tiennent compte des orientations élaborées en commun entre l'Office et ses partenaires. L'Office réalise d'autre part lui-même des programmes de formation de responsables et d'animateurs.

Les programmes de formation de responsables et d'animateurs partent du principe que les participants ont déjà bénéficié d'une formation sur le plan national, ont une expérience de l'animation des groupes et sont disposés à participer à la mise en œuvre de relations internationales à l'occasion de la pratique des activités franco-allemandes. Le responsable et l'animateur doivent être capables d'un travail d'équipe. Ils doivent savoir susciter l'initiative et la participation du groupe. Ils doivent être à même de dépasser leurs conceptions et leurs méthodes pour développer des formes nouvelles de contacts internationaux. Ils doivent enfin avoir une connaissance suffisante des deux pays et une pratique appropriée de l'autre langue.

En l'absence des conditions ci-dessus mentionnées, la formation des responsables et animateurs porte également sur la théorie et la pratique de la pédagogie des groupes.

2.3. 1 Vorbereitung

Das Programm soll aus der Arbeit einer Gruppe entstehen. Ist dies nicht möglich, dann sollten die Teilnehmer angemessen auf das Programm vorbereitet werden.

Mit dem Partner müssen die Ziele und Formen der Begegnung gemeinsam entwickelt werden. Nach Möglichkeit ist eine angemessene sprachliche Vorbereitung vorzusehen. Jedenfalls muss die Anwesenheit einer ausreichenden Anzahl von Teilnehmern mit genügenden Sprachkenntnissen sichergestellt werden.

Unterbringung, Verpflegung, Transport, Versicherung müssen in geeigneter Weise vorbereitet sein.

Die Größe und Zusammensetzung der Gruppe muss so gewählt werden, dass die Ziele des Programms erreicht werden.

2.3. 2 Durchführung

Im Interesse einer möglichst sachgerechten Behandlung des Themas müssen bei der Durchführung des Programms die Wünsche und Interessen der Teilnehmer berücksichtigt werden. Die Methoden der Arbeit sollten mit den Teilnehmern entwickelt werden. Die Teilnehmer übernehmen selbst Aufgaben, die zur Durchführung des Programms wichtig sind.

2.3. 3 Auswertung

Jedes Programm soll gemeinsam ausgewertet werden. Das ist möglich durch einen Gruppenbericht, den Bericht des Leitungsteams und durch andere Formen der Auswertung (Befragung, Test, etc.).

Das Jugendwerk soll die Auswertungen der Öffentlichkeit in geeigneter Form zugänglich machen.

2.4. Aus- und Fortbildung der Gruppenleiter und Mitarbeiter

Die Ausbildung der Gruppenleiter obliegt den Trägern der Programme; sie haben dabei die Leitlinien zu berücksichtigen, die das Jugendwerk gemeinsam mit seinen Partnern entwickelt. Schließlich führt das DFJW selbst Programme zur Ausbildung von Gruppenleitern und Mitarbeitern durch.

Die Programme für die Ausbildung der Gruppenleiter und Mitarbeiter gehen davon aus, dass der Teilnehmer bereits eine Ausbildung im nationalen Bereich und Erfahrungen in der Gruppenarbeit gemacht hat und bereit ist, im internationalen Bereich an deutsch-französischen Programmen mitzuarbeiten. Er muss fähig sein, im Team zu arbeiten und die Eigeninitiative der Gruppe und Bereitschaft zur Mitarbeit fördern können. Er soll in der Lage sein, über den Rahmen seiner nationalen Aufgaben und Arbeitsmethoden hinauszugehen, um neue internationale Formen zu entwickeln. Er sollte außerdem über ausreichende Kenntnisse beider Länder und ihrer Sprache verfügen.

Sollten die o.a. Voraussetzungen nicht gegeben sein, dann muss die Ausbildung der Gruppenleiter und Mitarbeiter sich auch mit der Theorie und Praxis der Gruppenpädagogik befassen.

Les éléments de la formation sont les suivants:

- la civilisation des deux pays;
- les structures et méthodes des activités de jeunesse dans les deux pays;
- les moyens pédagogiques modernes pour l'animation de groupes franco-allemands;
- l'amélioration des connaissances linguistiques (pour l'accomplissement de ses tâches, l'OFAJ devra réaliser sa propre formation d'interprètes en vue d'assurer la préparation à ses formes d'activités et à ses contenus particuliers);
- la planification et la réalisation technique de programmes franco-allemands.

Les participants aux stages de formation et de perfectionnement se voient décerner par l'organisateur une attestation précisant la durée et le contenu de cette formation.

2.5. Documentation, information et recherche

Les activités de documentation, d'information et de recherche seront développées et s'appuieront sur une évaluation aussi objective que possible des rencontres; elles sont un élément important pour l'évolution des programmes.

Pour cela les organisateurs:

- doivent fournir à l'Office les éléments d'évaluation de leurs activités (cf. 2.3.3) et de l'exploitation que ces éléments ont permis dans le cadre de leur propre organisation;
- sont informés par l'Office de l'exploitation de l'ensemble des évaluations; l'Office communique en outre les résultats des enquêtes, sondages et travaux de recherche entrepris par lui.

Ainsi ils peuvent mieux planifier et définir les activités à venir, dans un dialogue permanent.

Enfin des programmes particuliers peuvent avoir pour objet des activités de recherche par l'expérimentation.

2.6. Promotion linguistique

L'Office crée et développe la compréhension linguistique soit par des actions directes au bénéfice de ceux qui n'ont pas eu la possibilité d'étudier la langue du partenaire, soit par des activités susceptibles d'améliorer le contexte de l'enseignement de cette langue, soit enfin par des opérations propres à susciter de sérieuses motivations pour son apprentissage.

Dans le domaine extra-scolaire, des méthodes et des programmes d'enseignement intensif et extensif seront développés pour lesquels il sera tenu compte des besoins des différents publics. Les formes de programmes suivantes sont à envisager:

Elemente der Ausbildung sind:

- Landeskunde Deutschlands und Frankreichs;
- Struktur und Methoden der Jugendarbeit in beiden Ländern;
- Moderne Möglichkeiten deutsch-französischer Gruppenarbeit;
- Verbesserung der Sprachkenntnisse (Notwendigkeit eigener Dolmetscherkurse des Jugendwerks, in denen auf die besonderen Arbeitsformen und Inhalte der Jugendarbeit vorbereitet wird);
- Planung und technische Durchführung deutsch-französischer Maßnahmen.

Die Teilnehmer an Aus- und Fortbildungsseminaren erhalten vom Träger der Veranstaltung eine Teilnahmebescheinigung über Dauer und Inhalt der Ausbildung.

2.5. Dokumentation, Information und Forschung

Dokumentation, Information und Forschung müssen weiter entwickelt werden und sich auf eine möglichst objektive Beurteilung der Programme stützen; sie sind ein wichtiges Element für die Weiterentwicklung dieser Programme.

Zu diesem Zweck:

- sollen die Träger dem Jugendwerk die für die Beurteilung ihrer Programme notwendigen Angaben (vgl. 2.3.3) und das Ergebnis ihrer eigenen Auswertung mitteilen;
- erhalten die Träger vom Jugendwerk Informationen über die Gesamtauswertung dieser Beurteilungen und die Ergebnisse der Untersuchungen, Umfragen und Forschungsvorhaben, die vom Jugendwerk unternommen worden sind.

Auf diese Weise können sie in einem ständigen Dialog ihre zukünftigen Programme besser vorausplanen und inhaltlich bestimmen.

Des Weiteren können besondere Programme mit dem Ziel einer experimentellen Forschung durchgeführt werden.

2.6. Sprachförderung

Das Jugendwerk schafft und entwickelt die sprachliche Verständigung, sei es durch direkte Maßnahmen für diejenigen, denen nicht die Gelegenheit geboten wurde, die Sprache des Partnerlandes zu erlernen, sei es durch Mittel, die geeignet sind, die Umstände für den Unterricht in dieser Sprache zu verbessern, sei es schließlich durch Maßnahmen, die geeignet sind, ernsthafte Motivationen zu ihrer Erlernung zu wecken.

Geeignete pädagogische Methoden und Lernprogramme für den außerschulischen Bereich sind zu entwickeln, die wiederum den Bedürfnissen der einzelnen Zielgruppen im intensiven und extensiven Bereich entsprechen. Für die Sprachvermittlung bieten sich folgende Programmformen an:

2.6. 1 Rencontres de groupes avec activités linguistiques

Le programme du groupe comporte également des activités linguistiques spécialement adaptées, quant au contenu et à la méthode, au public considéré, aux intérêts des participants et à la durée de la rencontre. Ces activités visent à éveiller le désir d'apprendre la langue de l'autre pays.

2.6. 2 Stages et cours linguistiques de moyenne et de longue durée

Ces stages sont réalisés avec d'autres institutions (associations, universités populaires entre autres) et sont proposés sur le plan national.

2.6. 3 Stages linguistiques binationaux

Les organisateurs de programmes d'échanges franco-allemands peuvent proposer des stages linguistiques intensifs binationaux. L'Office définit avec des spécialistes des échanges et de l'enseignement des langues les contenus spécifiques et met au point les méthodes de ces stages dans lesquels la rencontre franco-allemande et l'apprentissage intensif de la langue du partenaire contribuent à un approfondissement de l'apprentissage interculturel. Ces stages facilitent particulièrement, selon les groupes cibles, l'enseignement de vocabulaire spécialisé, l'acquisition de connaissances sur les réalités de l'autre pays et de techniques ou de savoir-faire dans le domaine professionnel.

3. Modalités d'intervention et procédure

En application de l'article 5 de l'Accord, l'Office intervient par voie de subventions accordées soit à des collectivités publiques, soit à des groupements privés. Sans préjudice de l'aide accordée dans le cadre de l'article 5, alinéa 2, phrase 2 et alinéas 3 et 4 de l'Accord, les dispositions ci-après sont applicables pour les subventions accordées selon l'article 5, alinéa 1, phrase 2 et alinéa 2, phrase 1 de l'Accord.

3.1. Modalités d'intervention

L'Office aide ses partenaires à mener une large action auprès des jeunes en vue de renforcer au travers de la coopération franco-allemande leur intérêt pour la vie internationale en subventionnant les types de programmes décrits au chapitre 2.

La limite d'âge pour la participation aux activités bénéficiant de l'aide de l'Office est fixée à 27 ans maximum. Pour les séjours d'étude et de travail de longue durée ainsi que les programmes destinés aux étudiants et aux jeunes professionnels en relation directe avec leurs études ou avec leur profession, la limite d'âge supérieure est fixée à 30 ans. Cette limite ne s'applique pas aux responsables et animateurs des programmes décrits au chapitre 2.*

*) Cette limite peut être portée à 30 ans pour les échanges universitaires, les programmes de jeunes en formation, de jeunes professionnels ou de jeunes chômeurs. Cette limite ne s'applique pas aux animateurs et responsables de groupes; toutefois et en règle générale un seul responsable ou animateur âgé de plus de 27 ou 30 ans pour 10 participants pourra être pris en charge lors du décompte définitif.

Pour les programmes traitant des problèmes de la jeunesse et réservés aux responsables du domaine "jeunesse", 25% des participants pris en charge pourront être âgés de plus de 30 ans.

2.6. 1 Groupesbegegnungen mit Sprachprogrammen

Kleine Sprachprogramme, die inhaltlich und methodisch auf die Zielgruppe, die Interessen der Teilnehmer und die Dauer der Begegnung zugeschnitten sind, werden in das Gruppenprogramm eingebaut. Sie sollen die Freude am Erlernen der Sprache des anderen Landes wecken.

2.6. 2 Mittel- und längerfristige Sprachkurse

Diese Kurse werden gemeinsam mit anderen Institutionen (Verbänden, Volkshochschulen u.a.) entwickelt und im nationalen Bereich angeboten.

2.6. 3 Binationale Sprachkurse

Träger deutsch-französischer Maßnahmen können binationale Intensivsprachkurse durchführen. Das Jugendwerk legt mit Fachleuten des Austauschs und Sprachdidaktikern die spezifischen Inhalte und Methoden solcher Kurse fest, in denen die deutsch-französische Begegnung und intensive Beschäftigung mit der Partnersprache zur Vertiefung des interkulturellen Lernprozesses beitragen. Diese Kurse erleichtern insbesondere auch die zielgruppenspezifische Vermittlung von Fachvokabular und von besonderen landeskundlichen und beruflichen Kenntnissen und Fertigkeiten.

3. Förderung und Verfahren

Im Rahmen des Artikels 5 des Abkommens gewährt das Jugendwerk Zuwendungen an öffentliche Einrichtungen und an private Zusammenschlüsse; unbeschadet der Förderung nach Artikel 5 Abs. 2 Satz 2, Abs. 3, Abs. 4 des Abkommens gelten für die Förderung nach Art. 5 Abs. 1 Satz 2 und Abs. 2 Satz 1 des Abkommens folgende Bestimmungen:

3.1. Förderung

Das Jugendwerk hilft seinen Partnern, im Wege der deutsch-französischen Zusammenarbeit auf breiter Ebene die bei der Jugend vorhandene Aufgeschlossenheit für das internationale Zusammenleben zu vertiefen, indem es die in Kapitel 2 beschriebenen Programmtypen fördert.

Die Altersgrenze für die Teilnahme an den vom Jugendwerk geförderten Maßnahmen wird auf höchstens 27 Jahre festgesetzt. Bei längerfristigen Studien- und Arbeitsaufenthalten sowie Programmen für Studenten und junge Berufstätige, die einen unmittelbaren Bezug zu ihrem Studium oder ihrem Beruf haben, beträgt die Altersgrenze 30 Jahre. Die Höchstaltersgrenze gilt nicht für Gruppenleiter und Mitarbeiter im Rahmen der in Kap. 2 beschriebenen Programmtypen.*

*) Bei studienbezogenen Programmen für Studenten oder berufsorientierten Programmen für Auszubildende, Berufstätige oder Arbeitslose können auch ältere Teilnehmer bis zu 30 Jahren gefördert werden. Eine obere Altersgrenze gilt nicht für Gruppenleiter und Mitarbeiter. Allerdings kann in der Regel für jeweils bis zu 10 Teilnehmer nur ein über 27 bzw. 30 Jahre alter Leiter oder Mitarbeiter bei der Abrechnung anerkannt werden.

Bei Programmen über Jugendfragen für Fachkräfte der Jugendarbeit können bis zu 25% der geförderten Teilnehmer über 30 Jahre alt sein.

Les programmes destinés à des participants de moins de 14 ans ne peuvent bénéficier de l'intervention de l'Office que si l'équipe d'encadrement est particulièrement avertie des problèmes que posent ces participants.*

L'Office attribue les subventions suivantes:

3.1. 1 Frais de transport

L'Office attribue pour tous les programmes une subvention pour frais de transport conformément à l'annexe 1 (voyages vers l'autre pays) et à l'annexe 2 (voyages à l'intérieur du pays de résidence). Dans le cas d'une modification importante des tarifs de transport, les montants seront révisés par le Conseil d'Administration dans le cadre des délibérations budgétaires.

3.1. 2 Frais de séjour

Pour les programmes visés aux chapitres 2.2.1, 2.2.2, 2.2.4, 2.4., 2.5., 2.6.1 et 2.6.3, l'Office accorde une subvention pour frais de séjour sur la base d'un maximum par jour et par participant. Ces montants maxima sont examinés annuellement et le cas échéant modifiés par le Conseil d'Administration dans le cadre des délibérations budgétaires (cf. annexe 5).

3.1. 3 Coopération institutionnelle, préparation et évaluation des programmes

Au titre de la coopération institutionnelle, l'Office subventionne:

- les réunions de travail d'organisations de regroupement pour la planification, la préparation et l'évaluation des échanges;
- les sessions d'organisations de regroupement portant sur des thèmes et des problèmes concernant les activités de jeunesse.

Les réunions de préparation et d'évaluation des programmes (voir chapitres 2.3.1 et 2.3.3), pour autant qu'elles n'aient pas lieu immédiatement avant ou après leur réalisation, sont financées selon les mêmes modalités que les rencontres de coopération institutionnelle.

Le montant de l'aide est celle qui figure aux annexes 1, 2 et 5.**

Les frais de séjour ne seront en principe accordés que pour une durée maximum de 3 jours.

*) Par exemple, pour des colonies de vacances. Les Directives ne prévoient sinon pas de limite d'âge inférieure.

**) Pour la préparation linguistique d'un programme une aide de 10 € max. par heure de cours pourra être attribuée sur demande à adresser à l'OFAJ 4 semaines avant le début des cours.

Maßnahmen für Teilnehmer unter 14 Jahren können vom Jugendwerk nur gefördert werden, wenn das Leitungsteam mit den Problemen dieser Altersgruppe besonders vertraut ist.*

Das Jugendwerk gewährt folgende Zuschüsse:

3.1. 1 Fahrtkosten

Das Jugendwerk gewährt für alle Programme einen Fahrtkostenzuschuss gemäß Anlage 1 (Auslandsreisen) und Anlage 2 (Inlandsreisen). Bei erheblichen Änderungen der Fahrtkosten werden die Beträge vom Kuratorium in seinen Haushaltsberatungen neu festgesetzt.

3.1. 2 Aufenthaltskosten

Für die unter Ziff. 2.2.1, 2.2.2, 2.2.4, 2.4., 2.5., 2.6.1 und 2.6.3 aufgeführten Programme gewährt das Jugendwerk Zuschüsse zu den Aufenthaltskosten im Rahmen von Höchstbeträgen pro Tag und Teilnehmer. Die Höchstbeträge werden jährlich überprüft und ggf. vom Kuratorium in seinen Haushaltsberatungen neu festgesetzt (vgl. Anlage 5).

3.1. 3 Institutionelle Kooperation, Vorbereitung und Auswertung der Programme

Als institutionelle Kooperation fördert das Jugendwerk:

- Arbeitstagen zentraler Träger zur Planung, Vorbereitung und Auswertung der Programme,
 - gemeinsame Tagungen zentraler Träger über Themen und Probleme der Jugendarbeit.
- Treffen zur Vorbereitung und Auswertung der Programme (Ziff. 2.3.1 und 2.3.3), soweit sie nicht unmittelbar vor oder nach deren Durchführung erfolgen, werden wie die Maßnahmen der institutionellen Kooperation gefördert.

Hierfür gelten die Anlagen 1, 2 und 5.**

Aufenthaltskosten werden grundsätzlich höchstens für die Dauer von 3 Tagen gewährt.

*) Z.B. bei Kinderferienkolonien. Eine untere Altersgrenze ist sonst in den Richtlinien nicht festgelegt.

**) Für die sprachliche Vorbereitung eines Programms kann ein Zuschuss bis zu 10 € max. pro Unterrichtsstunde gewährt werden. Ein entsprechender Antrag muss vier Wochen vor Beginn des Sprachkurses beim DFJW eingereicht werden.

3.1. 4 Autres frais (responsables, interprètes, professeurs de langue, conférenciers)*

Une aide spéciale peut être accordée pour des frais particuliers justifiés par le thème ou la nature des programmes.

Les indemnités des professeurs de langue peuvent être prises en charge en totalité.

3.1. 5 Séjours de longue durée dans l'autre pays et stages linguistiques intensifs

Les participants à des séjours de longue durée dans l'autre pays (cf. 2.2.3) et à des stages linguistiques intensifs (cf. 2.6.2) peuvent bénéficier d'une subvention pour frais de transport conformément à l'annexe 1 ainsi que d'une aide financière pour frais de séjour et de programme. Le montant de cette aide peut varier selon le type de programme. Il n'est pas attribué de subvention aux frais de séjour en cas d'hébergement familial réciproque.

3.1. 6 Subventions pour frais d'administration

Il peut être accordé aux organismes privés – en règle générale aux fédérations, mouvements, institutions et associations nationales ainsi qu'aux associations spécialisées dans les échanges internationaux – des subventions pour frais d'administration et de personnel pouvant s'élever au maximum à 5 € par participant si la subvention est limitée aux frais de voyage et au maximum à 10 € par participant si la subvention n'est pas limitée aux frais de voyage.

En outre, les organismes privés pouvant faire état de réalisations particulières dans le domaine des échanges franco-allemands et justifiant d'une expérience éprouvée, peuvent bénéficier de subventions pour frais de personnel pour les collaborateurs pédagogiques affectés aux échanges franco-allemands et pour lesquels ils sont spécialement qualifiés.

3.1. 7 Achat de matériel

Pour la réalisation de ses tâches, l'Office peut acquérir du matériel dont il reste propriétaire, et qu'il peut mettre à la disposition des organisateurs.

*) Sont considérés comme „Autres frais“ les dépenses pour responsables, interprètes, professeurs de langue, matériel linguistique, conférenciers et les frais de déplacement pendant le programme justifiés par le thème ou la nature de la rencontre.

a) Pour des programmes d'une qualité particulière et pour les programmes de jeunes défavorisés, une subvention forfaitaire pourra être attribuée, au titre des " autres frais ", d'un montant maximum de 250 € par journée de programme, pour 10 jours maximum.

Pour les programmes comprenant des participants de pays tiers et répondant aux critères de l'annexe 6 des Directives, le montant de la subvention prend en compte la pratique habituelle dans le secteur concerné.

b) Une subvention supplémentaire d'un montant maximum de 250 € par journée de programme et pour 10 jours maximum pourra être accordée pour couvrir les frais de matériel et d'animation linguistique, à condition que la méthode retenue, la qualification des animateurs ou professeurs de langue et le temps qui lui est consacré le justifient.

c) Pour les programmes d'information et de contact (alinéa 2.2.1. des Directives) l'attribution d'une subvention pour " autres frais ", à l'exception des dépenses pour professeurs de langue et matériel linguistique, ne pourra se faire que dans des cas particulièrement justifiés.

d) La justification des dépenses réelles faites au titre des " autres frais " (voir a) devra pouvoir être faite au moyen de reçus et de quittances. Ces pièces justificatives ne seront cependant présentées à l'Office que sur sa demande expresse.

3.1. 4 Sonstige Aufwendungen (Leitung, Dolmetscher, Sprachlehrer, Referenten)*

Für besondere Aufwendungen, die sich aus dem Thema oder der Art des Programms ergeben, kann ein besonderer Zuschuss bewilligt werden.

Entschädigungen für Sprachlehrer können voll erstattet werden.

3.1. 5 Längerfristige Aufenthalte im anderen Land und Intensivsprachkurse

Für Teilnehmer an längerfristigen Aufenthalten im anderen Land (Ziff. 2.2.3) und Intensivsprachkursen (Ziff. 2.6.2) kann ein Zuschuss zu den Fahrtkosten nach Anlage 1 sowie eine finanzielle Unterstützung zu den Aufenthalts- und Programmkosten gewährt werden. Die Höhe dieses Zuschusses kann je nach Programmtyp unterschiedlich sein. Bei Familienunterbringung auf Gegenseitigkeit entfällt der Zuschuss zu den Aufenthaltskosten.

3.1. 6 Zuschüsse für Verwaltungs- und Personalkosten

Freien Organisationen, in der Regel nationalen Verbänden und Zentralstellen sowie internationalen Austauschorganisationen, können Zuschüsse für Verwaltungs- und Personalkosten bis zu 5 € pro Teilnehmer bei ausschließlicher Fahrtkostenförderung und bis zu 10 € pro Teilnehmer bei Förderung über Fahrtkosten hinaus gewährt werden

Außerdem können freie Organisationen, die aufgrund bewährter Erfahrungen besondere Leistungen auf dem Gebiet des deutsch-französischen Austauschs nachweisen, Zuschüsse zu Personalkosten für pädagogische Mitarbeiter erhalten, die für den deutsch-französischen Austausch tätig und dafür besonders qualifiziert sind.

3.1. 7 Erwerb von Material

Zur Erfüllung seiner Aufgaben kann das DFJW Material erwerben, das es den Trägern zur Verfügung stellt, dessen Eigentum ihm jedoch verbleibt.

*) Als „Sonstige Aufwendungen“ gelten Aufwendungen für Leitung, Dolmetscher, Sprachlehrer, sprachkundliches Arbeitsmaterial, Referenten und Fahrtkosten während des Programmes, soweit sie in unmittelbarem Zusammenhang mit der Bearbeitung des Programmtemas bzw. der Art des Programms stehen.

a) Für „Sonstige Aufwendungen“ bei besonders qualifizierten Programmen sowie für Programme mit Benachteiligten kann pro Programm und Programmtag (maximal 10 Tage) ein Pauschalzuschuss bis 250 € gewährt werden.

Bei Programmen an denen Jugendliche aus Drittländern beteiligt sind, und die den Kriterien der Anlage 6 der Richtlinien entsprechen, richtet sich die Höhe der Zuschüsse nach der in dem jeweiligen Förderungsbereich üblichen Praxis.

b) „Zusätzliche sonstige Aufwendungen“ für sprachliches Arbeitsmaterial und für Sprachanimation bei geeignetem methodischem Ansatz, der Qualität der Animatore und Sprachlehrer und entsprechenden Arbeitsstunden können bis zu 250 € pro Programm und Programmtag (maximal 10 Tage) gewährt werden.

c) Bei Informations- und Kontaktprogrammen (Ziff. 2.2.1. der Richtlinien) können Zuschüsse zu „sonstigen Aufwendungen“ - außer für Sprachlehrer und für sprachkundliches Arbeitsmaterial – nur in begründeten Ausnahmefällen gewährt werden.

d) Die tatsächlich entstandenen „sonstigen Aufwendungen“ (vgl. Buchstabe a) müssen durch Empfangsquittungen bzw. Zahlungsnachweise belegt werden. Die Belege sind dem DFJW jedoch nur auf besondere Anforderung vorzulegen.

3.1. 8 Subventions pour travaux de recherche

Les frais entraînés par la bonne réalisation de ces travaux (cf. 2.5.) peuvent être pris en charge par l'Office en totalité ou en partie.

3.1. 9 Lorsque des problèmes spécifiques l'exigent, le Secrétaire Général peut déroger aux règles prévues sous le paragraphe 3.1. Il en informe le Conseil d'Administration.

3.2. Procédure

3.2. 1 Compétence

Les organisateurs responsables, et les organisations centrales co-responsables, déposent leurs demandes auprès de l'Office.

3.2. 2 Organisateurs et organisation centrales

Ne peuvent être considérées comme organisateurs responsables et organisations centrales que les personnes physiques et morales susceptibles d'assumer la responsabilité juridique et pédagogique de l'exécution des programmes, dans le respect des réglementations en vigueur dans les deux pays. Ces personnes doivent posséder une expérience particulière dans le domaine des activités de jeunes et présenter toutes garanties quant à l'utilisation des subventions conformément aux buts de l'Office et dans un esprit de saine gestion financière.

3.2. 3 Demandes

- A. L'organisateur responsable appelé à déposer la demande est en règle générale :
 - a) pour les rencontres de groupes dans la localité du partenaire, l'organisateur du pays du groupe qui se déplace;
 - b) pour tous les autres programmes, l'organisateur du pays où se déroule l'activité.
- B. Pour chaque programme un seul organisateur présente la demande à l'Office. Il en est également ainsi lorsque plusieurs organisateurs participent à la réalisation d'un même programme.
- C. La demande présentée couvre:
 - a) pour les rencontres de groupes au domicile du partenaire, les seuls frais du groupe qui se déplace; le groupe d'accueil ne peut bénéficier d'aucune intervention de l'Office.
 - b) dans le cas où le programme comporte hébergement et activités en commun en tiers lieu, les frais de l'ensemble des participants y compris les frais de voyage;
- D. Les programmes particuliers ne pouvant se ranger dans les catégories ci-dessus mentionnées, font l'objet, cas par cas, d'une décision de l'Office.
- E. L'organisateur demandeur, au sens des alinéas qui précèdent, assume l'entière responsabilité du programme envers l'Office.

3.1. 8 Förderung von Forschungsarbeiten

Die Kosten für eine zweckmäßige Durchführung von Forschungsarbeiten (vgl. 2.5.) können ganz oder teilweise übernommen werden.

3.1. 9 Wenn die Besonderheit des Einzelfalles es erfordert, kann der Generalsekretär Ausnahmen von den Regelungen in Abschnitt 3.1. zulassen. Er hat darüber das Kuratorium zu unterrichten.

3.2. Verfahren

3.2. 1 Zuständigkeit

Die verantwortlichen Träger und die mitverantwortlichen Zentralstellen richten ihre Anträge an das Jugendwerk.

3.2. 2 Träger und Zentralstellen

Verantwortliche Träger und Zentralstellen können nur solche natürlichen oder juristischen Personen sein, die in der Lage sind, unter Beachtung der in beiden Ländern gültigen Rechts- und Verwaltungsvorschriften die rechtliche und pädagogische Verantwortung für die Durchführung der Maßnahmen zu tragen. Sie müssen besondere Erfahrung auf dem jeweiligen Gebiet der Jugendarbeit haben und die Garantie dafür bieten, dass die Mittel den Zielen des Jugendwerks entsprechend verwendet und wirtschaftlich verwaltet werden.

3.2. 3 Anträge

- A. Verantwortlicher Träger, der den Antrag zu stellen hat, ist in der Regel :
 - a) für Gruppenbegegnungen am Wohnort des Partners der Träger des Landes, aus dem die Gruppe anreist;
 - b) für alle sonstigen Programme der Träger des Landes, in dem die Maßnahme stattfindet.
- B. Für jede Maßnahme kann nur ein Träger den Antrag beim Jugendwerk stellen. Dies gilt auch dann, wenn mehrere Träger an der Durchführung einer Maßnahme beteiligt sind.
- C. Es werden beantragt:
 - a) bei Gruppenbegegnungen am Wohnort des Partners nur die Zuschüsse für die anreisende Gruppe; für die empfangende Gruppe können keine Zuschüsse gewährt werden.
 - b) bei gemeinsamer Unterbringung und Aktivitäten am dritten Ort die Zuschüsse für alle Teilnehmer einschließlich der Zuschüsse für die Fahrtkosten;
- D. Über die Zuständigkeit für besondere Programme, die den oben genannten Kategorien nicht zuzuordnen sind, entscheidet von Fall zu Fall das Jugendwerk.
- E. Der Antragsteller im Sinne der vorstehenden Absätze trägt gegenüber dem Jugendwerk die volle Verantwortung für das Programm.

F. L'organisateur demandeur présente la demande* directement à l'Office sauf dispositions juridiques contraires. S'il dépend d'une organisation centrale, il transmet sa demande par l'intermédiaire de celle-ci pour autant que l'Office entretienne des relations avec elle.

En cas d'intervention des organisations centrales, l'organisateur présente la demande et le décompte définitif à l'organisation centrale co-responsable. Les organisations centrales vérifient les demandes et les décomptes définitifs, et les adressent à l'Office avec leurs avis. Elles doivent veiller à ce que soient réalisés les différents types de programme qui sont de leur ressort.

En déposant leurs demandes, les organisations centrales s'engagent à respecter les présentes directives et à les faire respecter par les organismes qui dépendent d'elles.

G. Les organisations centrales, ainsi que les autres organisateurs avec lesquels l'Office entretient des relations directes, font connaître, à la demande de l'Office, leurs prévisions d'ensemble pour l'année suivante et mettent au point avec l'Office leurs programmes d'opérations (cf. 2.3.).

H. Les demandes doivent parvenir, sauf en cas de force majeure, à l'Office au plus tard trois mois avant le début des programmes envisagés.**

I. A l'appui de chaque demande individuelle doit être présenté à l'Office un dossier comportant, pour chaque programme, des indications précises concernant l'organisateur et son partenaire, ainsi que le programme envisagé compte tenu des principes et critères fixés par les présentes directives. Ce dossier doit comporter également les prévisions de dépenses et le plan de financement.

3.2. 4 Respect des directives - Conditions et charges particulières

Les organisateurs qui sollicitent l'intervention de l'Office, sont liés par les présentes directives. En déposant leurs demandes, ils s'engagent à respecter ces directives et à respecter les conditions et charges particulières qui pourraient leur être imposées par l'Office.

Les fédérations, collectivités publiques, organisations et institutions centrales s'engagent en outre à faire respecter les présentes directives par les organismes qui dépendent d'elles. Elles doivent, en temps utile, avant le début des programmes, transmettre à ces organismes les versements reçus et, à cette occasion, préciser le montant attribué par l'Office en décomposant ce montant en frais de séjour et autres frais.

3.2. 5 Liquidation des subventions

A. La subvention de l'Office ne peut être versée que lorsqu'ont été fournies toutes les pièces requises.

B. Avant le début du programme un acompte approprié est versé à l'organisateur .***
Le solde, lorsqu'il y a lieu, n'est versé qu'après présentation du décompte définitif.

*) Les demandes transmises par télécopie ne pourront être acceptées.

**) Pas de subventionnement a posteriori
Les programmes déjà réalisés et pour lesquels aucune demande préalable n'a été déposée, ne peuvent être subventionnés.

***) A titre d'acompte approprié l'Office verse habituellement 60% du montant de la subvention. Le montant minimum de l'acompte est de 500 e. S'il devait être inférieur à cette somme, la subvention ne sera versée qu'après décompte définitif.

F. Der Antragsteller legt seinen Antrag* dem Jugendwerk unmittelbar vor, soweit nicht andere Rechtsbestimmungen eingreifen. Wenn er einer zentralen Organisation angehört, leitet er seinen Antrag über diese Zentralstelle, soweit das Jugendwerk mit ihr zusammenarbeitet.

Im Zentralstellenverfahren legt der Träger Antrag und Verwendungsnachweis der mitverantwortlichen Zentralstelle vor. Die Zentralstellen prüfen die Anträge und Verwendungsnachweise und legen sie dem Jugendwerk mit ihrer Stellungnahme vor. Sie haben darauf zu achten, dass die verschiedenen Programmtypen in ihrem Bereich durchgeführt werden.

Die Zentralstellen bestätigen bei Vorlage der Anträge, dass sie diese Richtlinien beachten und die ihnen zugeordneten Verbände zu deren Beachtung verpflichtet werden.

G. Die Zentralstellen sowie die anderen Träger, mit denen das Jugendwerk unmittelbar zusammenarbeitet, teilen auf Anforderung des Jugendwerks ihre Gesamtplanung für das folgende Jahr mit und stimmen ihre operativen Programme (vgl. Ziff. 2.3.) rechtzeitig mit dem Jugendwerk ab.

H. Die Anträge müssen spätestens drei Monate vor Beginn der geplanten Maßnahme beim Jugendwerk eingehen, ausgenommen in Fällen höherer Gewalt.**

I. Jedem eingereichten Einzelantrag sind für jedes Programm die erforderlichen Unterlagen beizufügen, aus denen folgendes hervorgeht: genaue Angaben über den Träger und seinen Partner sowie über das vorgesehene Programm unter Berücksichtigung der in diesen Richtlinien enthaltenen Grundsätze und Förderungsvoraussetzungen, ferner ein Kosten- und Finanzierungsplan.

3.2. 4 Beachtung der Richtlinien - Besondere Bedingungen und Auflagen

Die Träger, die die Förderung des Jugendwerks in Anspruch nehmen, sind an diese Richtlinien gebunden. Mit der Antragstellung verpflichten sie sich, die Richtlinien zu beachten und besondere Bedingungen und Auflagen, die ihnen erforderlichenfalls vom Jugendwerk gemacht werden können, zu erfüllen.

Die Verbände, Behörden und Zentralstellen verpflichten sich außerdem, für die Einhaltung der Richtlinien durch die ihnen zugeordneten Einzelantragsteller zu sorgen. Sie haben die Zahlungen des Jugendwerks rechtzeitig vor Beginn der Programme an die ihnen unterstehenden Träger weiterzuleiten. Dabei ist der vom Jugendwerk bewilligte Zuschuss, aufgliedert nach Aufenthalts- und sonstigen Kosten, anzugeben.

3.2. 5 Auszahlung der Zuschüsse

A. Der Zuschuss des Jugendwerks kann nur ausgezahlt werden, wenn alle erforderlichen Unterlagen vorliegen.

B. Vor Beginn der Maßnahme wird ein angemessener Abschlag*** auf den Zuschuss ausgezahlt. Der Restbetrag wird gegebenenfalls erst nach Vorlage der Schlussabrechnung ausgezahlt.

*) Anträge per Fax können nicht berücksichtigt werden.

**) Programme, die bereits durchgeführt sind und für die vor der Durchführung kein Antrag gestellt worden ist, können grundsätzlich nicht gefördert werden.

***) Als „angemessene Abschläge“ werden vom Jugendwerk in der Regel 60% der Zuschüsse überwiesen. Abschlagszahlungen unter 500 e werden nicht geleistet; in diesen Fällen werden die Zuschüsse erst nach ihrer Abrechnung überwiesen.

3.2. 6 Décomptes définitifs

- A. Les décomptes définitifs sont transmis* à l'Office le plus tôt possible, et au plus tard deux mois après la réalisation des programmes qu'ils concernent **; les décomptes définitifs des programmes s'achevant en décembre, sont transmis en tout état de cause avant le 31 janvier de l'exercice budgétaire suivant.
- B. Un compte rendu détaillé de la réalisation des programmes ainsi que les pièces justificatives (listes des participants et pièces relatives aux autres frais) doivent être joints aux décomptes définitifs.***
- C. L'utilisation aux fins prévues des subventions doit être certifiée lors de la présentation du décompte définitif.

3.2. 7 Contrôle

L'Office est habilité à contrôler ou à faire contrôler par un mandataire l'utilisation des subventions. Ce contrôle peut s'exercer sur place ou consister en un examen de la comptabilité et des pièces justificatives. Le contrôle s'étend à l'ensemble des dépenses occasionnées par les activités subventionnées et à leur financement ainsi qu'aux conditions de réalisation des programmes.

Les organisateurs responsables sont tenus de présenter, à tout moment, les pièces justificatives et de communiquer les renseignements nécessaires.

Les organisateurs qui bénéficient de subventions pour frais de personnel pour collaborateurs pédagogiques doivent faire apparaître ces subventions dans un compte spécial de leur comptabilité et en communiquer le relevé à l'Office en fin d'exercice.

Toutes les pièces justificatives doivent rester à la disposition de l'Office pendant cinq ans, à compter de la réalisation des programmes qu'elles concernent.

3.2. 8 Reversement

- A. La destination de la subvention ne peut être modifiée par l'organisateur bénéficiaire sinon avec l'accord exprès de l'Office.
- B. Les organisateurs responsables et les organisations centrales sont tenus de restituer sans délai à l'Office les fonds non utilisés. De même, les subventions doivent être immédiatement reversées s'il s'avère qu'elles ont été accordées sur la base d'indications inexactes ou si les conditions imposées au moment de leur octroi n'ont pas été respectées.

L'Office peut, en cas de retard, imposer le paiement des intérêts usuels en la matière.

*) Les décomptes transmis par télécopie ne pourront pas être acceptés.

**) Les décomptes d'utilisation sont à adresser à l'OFAJ dès la fin des programmes. Le report des dates des programmes ou leur annulation (avec reversement éventuel des acomptes perçus) sont à communiquer immédiatement à l'OFAJ.

***) L'organisateur responsable sera tenu de présenter les justificatifs complémentaires suivants:
a) pour les voyages de groupe le billet collectif ou la facture de l'autocar;
b) pour les voyages individuels (par exemple pour des séminaires avec recrutement ouvert) la facture de l'hébergement.

3.2. 6 Verwendungsnachweise

- A. Die Verwendungsnachweise müssen dem Jugendwerk so bald wie möglich eingereicht werden*, spätestens jedoch zwei Monate nach Durchführung des Programms **; für Programme, die im Dezember enden, sind die Verwendungsnachweise spätestens bis zum 31.1. des nachfolgenden Haushaltsjahres vorzulegen.
- B. Den Verwendungsnachweisen sind folgende Belege beizufügen: ein detaillierter Bericht über die Durchführung der Maßnahme, Teilnehmerlisten und Belege über sonstige Ausgaben, für die Zuschüsse gewährt wurden.***
- C. Bei Vorlage der Verwendungsnachweise ist die bestimmungsgemäße Verwendung der Mittel zu versichern.

3.2. 7 Prüfung

Das Jugendwerk ist berechtigt, die Verwendung der Zuwendungsmittel durch Einsicht in die Bücher, Belege sowie durch örtliche Erhebungen zu prüfen oder durch Beauftragte prüfen zu lassen. Die Prüfung erstreckt sich auf die Gesamtkosten der geförderten Maßnahmen und deren Finanzierung sowie auf die Durchführung der Maßnahmen.

Der Zuwendungsempfänger hat die erforderlichen Unterlagen bereitzuhalten und die notwendigen Auskünfte zu erteilen.

Die Empfänger von Personalkostenzuschüssen für pädagogische Mitarbeiter müssen über diese Zuschüsse ein eigenes Konto führen und dem Jugendwerk am Ende des Haushaltsjahres einen Auszug vorlegen.

Sämtliche Unterlagen müssen dem Jugendwerk fünf Jahre lang, vom Zeitpunkt der Durchführung der betreffenden Maßnahme abgerechnet, zur Verfügung stehen.

3.2. 8 Rückzahlung

- A. Ohne ausdrückliche Zustimmung des Jugendwerks darf der Zuschuss nicht zu einem anderen als dem vorgesehenen Zweck verwendet werden.
- B. Die verantwortlichen Träger und die Zentralstellen haben die nicht verwendeten Mittel sofort an das Jugendwerk zu erstatten. Ebenso sind die Zuschüsse sofort zurückzuzahlen, wenn sich herausstellt, dass sie aufgrund falscher Angaben bewilligt wurden, oder wenn die bei der Bewilligung gestellten Bedingungen nicht erfüllt worden sind.
Bei Verzug der Rückzahlung kann das Jugendwerk die üblichen Verzugszinsen verlangen.

*) Verwendungsnachweise per Fax können nicht berücksichtigt werden.

**) Die Verwendungsnachweise sind umgehend nach Durchführung der Programme vorzulegen. Datenänderungen sind sofort mitzuteilen. Der Ausfall von Maßnahmen ist unverzüglich anzuzeigen und ggf. überwiesene Abschläge ohne Aufforderung zurückzuzahlen.

***) Ferner sind vorzulegen:
a) bei Gruppenfahrten der Sammelfahrschein bzw. die Busrechnung;
b) bei Einzelreisen (z.B. zu zentral ausgeschrieben Seminaren) die Rechnung über die Unterbringung.

3.2. 9 Formulaires

Seuls les formulaires établis par l'Office seront utilisés pour la présentation des demandes et décomptes.

3.2. 10 Ayants droit

L'aide financière susceptible d'être attribuée par l'Office ne constitue en aucun cas un droit, même si un programme similaire a été subventionné dans le passé.

3.2. 9 Formulare

Für Anträge und Verwendungsnachweise sind die Formblätter des Jugendwerks zu benutzen.

3.2. 10 Rechtsanspruch

Die Förderungsmöglichkeiten, die das Jugendwerk anbietet, begründen auf keinen Fall einen Anspruch, auch nicht im Falle einer früheren Förderung ähnlicher Vorhaben.

FRAIS DE VOYAGE

Pour les voyages collectifs, la subvention pour frais de transport est calculée en multipliant le taux correspondant de la grille par le nombre des participants. Si des voyages individuels sont nécessaires (programmes à recrutement ouvert sur le plan régional ou national par exemple), la subvention sera calculée sur la base du double de ce taux (cf. observation aux annexes 1 et 2 des Directives).

Le calcul de la subvention sera effectué sur les bases suivantes:

- a) pour les programmes se déroulant dans la localité du partenaire (alinéa 3.2.3 A, a des Directives)
35 participants au maximum (y compris l'équipe d'encadrement).
- b) pour les programmes en tiers lieu (alinéa 3.2.3 A, b des Directives)
50 participants au maximum (y compris l'équipe d'encadrement).

La subvention attribuée à l'organisateur du programme (et non à chaque participant) a donc un caractère forfaitaire. Pour les voyages collectifs, l'utilisation de la subvention est à justifier par des titres de transport, des factures de car, etc.

Pour les programmes nécessitant des voyages individuels, il conviendra de remplir la colonne „double du taux de la grille” figurant sur les listes de participants. En fonction des frais réels, l'organisateur répartira au mieux la subvention pour les frais de voyage.

Il pourra évidemment la limiter aux frais réels dans la mesure où cela lui paraîtrait souhaitable, compte tenu du budget de l'activité considérée et du total des crédits dont il dispose pour l'ensemble de son programme annuel. Sinon, l'excédent de la subvention aux frais de transport viendra en recette au budget global de l'activité et devra naturellement être utilisé dans ce cadre.

FAHRTKOSTENERSTATTUNG

Bei Gruppenfahrten wird der mögliche Gesamtzuschuss zu den Fahrtkosten durch Multiplikation der Zahl der geförderten Teilnehmer mit dem in Betracht kommenden einfachen Tabellensatz ermittelt. Bei Programmen, zu denen die Teilnehmer notwendigerweise einzeln anreisen müssen (z.B. bei überörtlichen, frei ausgeschriebenen Seminaren), wird der Gesamtfahrtkostenzuschuss auf der Grundlage der jeweils in Betracht kommenden doppelten Tabellensätze errechnet (vgl. die Anmerkung zu den Anlagen 1 und 2 der Richtlinien).

Insgesamt kann für die Berechnung des Zuschusses:

- a) bei Programmen am Ort des Partners (Ziff. 3.2.3 A, a der Richtlinien) grundsätzlich nur eine Höchstzahl von 35 Teilnehmern (einschließlich Team) zugrundegelegt werden.
- b) bei Programmen am dritten Ort (Ziff. 3.2.3 A, b der Richtlinien) grundsätzlich nur eine Höchstzahl von 50 Teilnehmern (einschließlich Team) zugrundegelegt werden.

Bei dem Fahrtkostenzuschuss des DFJW handelt es sich um einen pauschalen Zuschuss an den Träger (nicht an den einzelnen Teilnehmer), dessen Verwendung bei Gruppenfahrten durch Bahnfahrtscheine, Busrechnungen, etc. belegt werden muss.

Bei Programmen, zu denen die Teilnehmer nicht als Gruppe gemeinsam hin- und zurückreisen können, ist vom Träger die Spalte „Doppelter Tabellensatz” in der Teilnehmerliste auszufüllen. Dabei wird davon ausgegangen, dass der Träger den Gesamtfahrtkostenzuschuss des DFJW entsprechend den tatsächlichen Fahrtkosten der einzeln angereisten Teilnehmer aufteilt und verwendet.

Sollten die tatsächlichen Fahrtkosten insgesamt niedriger als der nach den Richtlinien abrechenbare Fahrtkostenzuschuss sein, kann eine Zentralstelle den Zuschuss bei der Abrechnung auf die tatsächlichen Fahrtkosten beschränken, wenn dies unter Berücksichtigung der Gesamtkosten eines Programmes und im Interesse einer gerechten Aufteilung der Mittel innerhalb des gesamten Förderungsbereichs der Zentralstelle sinnvoll und angemessen erscheint. Wird hiervon abgesehen, gilt der die tatsächlichen Fahrtkosten übersteigende Fahrtkostenzuschuss als pauschaler Zuschuss zu den Gesamtkosten des Programmes und muss insoweit selbstverständlich auch zweckentsprechend verwendet werden.

ANNEXE 1

REBOURSEMENT DES FRAIS DE VOYAGE EN EUROS

Land	AIX-MARSEILLE (Dép.: 04, 05, 13, 84)	AMIENS (Dép.: 02, 60, 80)	BESANCON (Dép.: 25, 39, 70, 90)	BORDEAUX (Dép.: 24, 33, 40, 47, 64)	CAEN (Dép.: 14, 50, 61)	CLERMONT-FERRAND (Dép.: 03, 15, 43, 63)	CORSE/KORSIKA (Dép.: 20)	CRETEIL (Dép.: 77, 93, 94)	DIJON (Dép.: 21, 58, 71, 89)	GRENOBLE (Dép.: 07, 26, 38, 73, 74)	LILLE (Dép.: 59, 62)	LIMOGES (Dép.: 19, 23, 87)	LYON (Dép.: 01, 42, 69)	MONTPELLIER (Dép.: 11, 30, 34, 48, 66)	NANCY-METZ (Dép.: 54, 55, 57, 88)	NANTES (Dép.: 44, 49, 53, 72, 85)	NICE/NIZZA (Dép.: 06, 69)	ORLÉANS/TOURS (Dép.: 18, 28, 36, 37, 41, 45)	PARIS (Dép.: 75)	POTTERS (Dép.: 16, 17, 79, 86)	REIMS (Dép.: 08, 10, 51, 52)	RENNES (Dép.: 22, 29, 35, 56)	ROUEN (Dép.: 27, 76)	STRASBOURG/STRASSBURG (Dép.: 67, 68)	TOULOUSE (Dép.: 09, 12, 31, 32, 46, 65, 81, 82)	VERSAILLES (Dép.: 78, 91, 92, 95)	DOM-TOM
Académie	78	57	33	92	71	61	90	52	40	57	57	74	51	78	26	84	77	57	52	75	43	88	62	13	93	52	161
(BW) Baden-Württemberg																											
(By) Bavière	96	79	51	111	93	79	106	75	57	74	79	92	69	96	49	106	94	79	75	97	65	110	85	36	111	75	161
(B) Berlin	130	82	84	140	108	112	137	90	88	108	75	122	102	128	73	123	124	100	90	118	85	124	92	64	145	90	161
(Bt) Brandenburg	139	88	94	142	115	110	151	96	86	117	80	118	111	141	71	128	145	106	96	124	82	122	98	72	142	96	161
(HB) Bièrre	122	60	75	116	86	93	130	69	74	100	52	98	94	122	57	101	117	78	69	96	70	102	70	56	137	69	161
(HH) Hambourg	126	69	81	124	96	102	134	77	83	107	61	107	99	126	66	109	122	87	77	105	79	110	79	61	142	77	161
(Hs) Hesse	101	55	55	109	81	83	111	62	58	79	46	92	73	101	42	96	98	73	62	91	55	97	64	35	116	62	161
(MV) Mecklenburg-Vorpommern	148	98	103	151	124	119	161	105	96	126	89	128	121	150	80	138	154	115	105	133	92	132	107	81	152	105	161
(Nds) Basse-Saxe	122	60	75	116	86	93	130	69	74	100	52	98	94	122	57	101	117	78	69	96	70	102	70	56	137	69	161
(NRW) Rhénanie du Nord-Westphalie	104	40	58	96	67	74	113	49	54	81	32	78	75	104	38	81	101	59	49	77	51	82	51	38	119	49	161
(RPI) Rhénanie-Palatinat	92	41	47	96	68	63	103	49	39	70	32	72	64	92	22	81	90	59	49	77	35	82	51	23	96	49	161
(Sld) Saare	70	36	28	77	52	50	84	33	26	50	36	59	42	70	10	65	71	40	33	59	22	69	41	11	83	33	161
(Sa) Saxe	134	84	89	138	110	105	138	92	82	112	76	114	107	136	66	124	141	101	92	119	78	118	94	67	138	92	161
(SaA) Saxe-Anhalt	124	75	80	128	100	96	138	82	72	103	66	104	97	126	56	114	131	92	82	109	69	108	84	57	128	82	161
(SH) Schleswig-Holstein	134	77	88	131	103	109	142	85	90	112	69	114	107	134	74	118	129	95	85	113	86	119	86	69	150	85	161
(Th) Thüringen	119	69	74	122	95	90	131	76	66	97	60	99	92	119	51	108	125	86	76	104	63	103	78	52	123	76	161

OBSERVATION : Pour les voyages collectifs la subvention pour les frais de transport se calcule en multipliant le taux correspondant de la grille par le nombre de participants.
Si le voyage individuel est nécessaire (programmes à recrutement ouvert par exemple), la subvention sera calculée sur la base du double de ce taux.

ANLAGE 1

FAHRTKOSTENZUSCHUSS IN EURO

Land	AIX-MARSEILLE (Dép.: 04, 05, 13, 84)	AMIENS (Dép.: 02, 60, 80)	BESANCON (Dép.: 25, 39, 70, 90)	BORDEAUX (Dép.: 24, 33, 40, 47, 64)	CAEN (Dép.: 14, 50, 61)	CLERMONT-FERRAND (Dép.: 03, 15, 43, 63)	CORSE/KORSIKA (Dép.: 20)	CRETEIL (Dép.: 77, 93, 94)	DIJON (Dép.: 21, 58, 71, 89)	GRENOBLE (Dép.: 07, 26, 38, 73, 74)	LILLE (Dép.: 59, 62)	LIMOGES (Dép.: 19, 23, 87)	LYON (Dép.: 01, 42, 69)	MONTPELLIER (Dép.: 11, 30, 34, 48, 66)	NANCY-METZ (Dép.: 54, 55, 57, 88)	NANTES (Dép.: 44, 49, 53, 72, 85)	NICE/NIZZA (Dép.: 06, 69)	ORLÉANS/TOURS (Dép.: 18, 28, 36, 37, 41, 45)	PARIS (Dép.: 75)	POTTERS (Dép.: 16, 17, 79, 86)	REIMS (Dép.: 08, 10, 51, 52)	RENNES (Dép.: 22, 29, 35, 56)	ROUEN (Dép.: 27, 76)	STRASBOURG/STRASSBURG (Dép.: 67, 68)	TOULOUSE (Dép.: 09, 12, 31, 32, 46, 65, 81, 82)	VERSAILLES (Dép.: 78, 91, 92, 95)	DOM-TOM
Académie	78	57	33	92	71	61	90	52	40	57	57	74	51	78	26	84	77	57	52	75	43	88	62	13	93	52	161
(BW) Baden-Württemberg																											
(By) Bavière	96	79	51	111	93	79	106	75	57	74	79	92	69	96	49	106	94	79	75	97	65	110	85	36	111	75	161
(B) Berlin	130	82	84	140	108	112	137	90	88	108	75	122	102	128	73	123	124	100	90	118	85	124	92	64	145	90	161
(Bt) Brandenburg	139	88	94	142	115	110	151	96	86	117	80	118	111	141	71	128	145	106	96	124	82	122	98	72	142	96	161
(HB) Bièrre	122	60	75	116	86	93	130	69	74	100	52	98	94	122	57	101	117	78	69	96	70	102	70	56	137	69	161
(HH) Hambourg	126	69	81	124	96	102	134	77	83	107	61	107	99	126	66	109	122	87	77	105	79	110	79	61	142	77	161
(Hs) Hesse	101	55	55	109	81	83	111	62	58	79	46	92	73	101	42	96	98	73	62	91	55	97	64	35	116	62	161
(MV) Mecklenburg-Vorpommern	148	98	103	151	124	119	161	105	96	126	89	128	121	150	80	138	154	115	105	133	92	132	107	81	152	105	161
(Nds) Basse-Saxe	122	60	75	116	86	93	130	69	74	100	52	98	94	122	57	101	117	78	69	96	70	102	70	56	137	69	161
(NRW) Rhénanie du Nord-Westphalie	104	40	58	96	67	74	113	49	54	81	32	78	75	104	38	81	101	59	49	77	51	82	51	38	119	49	161
(RPI) Rhénanie-Palatinat	92	41	47	96	68	63	103	49	39	70	32	72	64	92	22	81	90	59	49	77	35	82	51	23	96	49	161
(Sld) Saare	70	36	28	77	52	50	84	33	26	50	36	59	42	70	10	65	71	40	33	59	22	69	41	11	83	33	161
(Sa) Saxe	134	84	89	138	110	105	138	92	82	112	76	114	107	136	66	124	141	101	92	119	78	118	94	67	138	92	161
(SaA) Saxe-Anhalt	124	75	80	128	100	96	138	82	72	103	66	104	97	126	56	114	131	92	82	109	69	108	84	57	128	82	161
(SH) Schleswig-Holstein	134	77	88	131	103	109	142	85	90	112	69	114	107	134	74	118	129	95	85	113	86	119	86	69	150	85	161
(Th) Thüringen	119	69	74	122	95	90	131	76	66	97	60	99	92	119	51	108	125	86	76	104	63	103	78	52	123	76	161

ANMERKUNG : Bei Gruppenfahrten wird der Gesamtzuschuss zu den Fahrtkosten durch Multiplikation der Zahl der geförderten Teilnehmer mit dem in Betracht kommenden einfachen Tabellensatz ermittelt.
Bei Programmen, zu denen die Teilnehmer notwendigerweise einzeln anreisen müssen (z.B. bei frei ausgeschriebenen Seminaren), wird der Gesamtfahrtkostenzuschuss auf der Grundlage der jeweils in Betracht kommenden doppelten Tabellensätze errechnet.

ANNEXE 4

CARTE DE LA FRANCE
PAR ACADEMIE



ANLAGE 4

KARTE DER AKADEMIEEN
IN FRANKREICH

Codes postaux	Départements	Académies	Codes postaux	Départements	Académies
01	Ain	Lyon	51	Marne	Reims
02	Aisne	Amiens	52	Haute-Marne	Reims
03	Allier	Clermont-Ferrand	53	Mayenne	Nantes
04	Alpes de Hte-Provence	Aix/Marseille	54	Meurthe-et-Moselle	Nancy/Metz
05	Hautes-Alpes	Aix/Marseille	55	Meuse	Nancy/Metz
06	Alpes Maritimes	Nice	56	Morbihan	Rennes
07	Ardèche	Grenoble	57	Moselle	Nancy/Metz
08	Ardennes	Reims	58	Nièvre	Dijon
09	Ariège	Toulouse	59	Nord	Lille
10	Aube	Reims	60	Oise	Amiens
11	Aude	Montpellier	61	Orne	Caen
12	Aveyron	Toulouse	62	Pas-de-Calais	Lille
13	Bouches-du-Rhône	Aix/Marseille	63	Puy-de-Dôme	Clermont-Ferrand
14	Calvados	Caen	64	Pyrénées-Atlantiques	Bordeaux
15	Cantal	Clermont-Ferrand	65	Hautes-Pyrénées	Toulouse
16	Charente	Poitiers	66	Pyrénées-Orientales	Montpellier
17	Charente-Maritime	Poitiers	67	Bas-Rhin	Strasbourg
18	Cher	Orléans/Tours	68	Haut-Rhin	Strasbourg
19	Corrèze	Limoges	69	Rhône	Lyon
2A	Corse-du-Sud	Corse	70	Haute-Saône	Besançon
2B	Haute-Corse	Corse	71	Saône-et-Loire	Dijon
21	Côte-d'Or	Dijon	72	Sarthe	Nantes
22	Cotes d'Armor	Rennes	73	Savoie	Grenoble
23	Creuse	Limoges	74	Haute-Savoie	Grenoble
24	Dordogne	Bordeaux	75	Ville de Paris	Paris
25	Doubs	Besançon	76	Seine-Maritime	Rouen
26	Drôme	Grenoble	77	Seine-et-Marne	Créteil
27	Eure	Rouen	78	Yvelines	Versailles
28	Eure-et-Loir	Orléans/Tours	79	Deux-Sèvres	Poitiers
29	Finistère	Rennes	80	Somme	Amiens
30	Gard	Montpellier	81	Tarn	Toulouse
31	Haute-Garonne	Toulouse	82	Tarn-et-Garonne	Toulouse
32	Gers	Toulouse	83	Var	Nice
33	Gironde	Bordeaux	84	Vaucluse	Aix/Marseille
34	Hérault	Montpellier	85	Vendée	Nantes
35	Ille-et-Vilaine	Rennes	86	Vienne	Poitiers
36	Indre	Orléans/Tours	87	Haute-Vienne	Limoges
37	Indre-et-Loire	Orléans/Tours	88	Vosges	Nancy/Metz
38	Isère	Grenoble	89	Yonne	Dijon
39	Jura	Besançon	90	Territoire de Belfort	Besançon
40	Landes	Bordeaux	91	Essonne	Versailles
41	Loir-et-Cher	Orléans/Tours	92	Hauts-de-Seine	Versailles
42	Loire	Lyon	93	Seine-St-Denis	Créteil
43	Haute-Loire	Clermont-Ferrand	94	Val-de-Marne	Créteil
44	Loire-Atlantique	Nantes	95	Val d'Oise	Versailles
45	Loiret	Orléans/Tours			
46	Lot	Toulouse			
47	Lot-et-Garonne	Bordeaux			
48	Lozère	Montpellier			
49	Maine-et-Loire	Nantes			
50	Manche	Caen			

ANNEXE 5

FRAIS DE SÉJOUR

1. Pour les programmes visés aux chapitres 2.2.1 (information et contacts), 2.2.2 (programmes à thème), 2.2.4 (approfondissement), 2.5. (programmes expérimentaux) et 2.6.1 (rencontres avec activités linguistiques) des Directives, la subvention, par jour et par participant, s'élève en règle générale, à 4 e. Compte tenu du coût du programme, de la nature des participants et des crédits disponibles, ce montant peut s'élever jusqu'à un maximum de 15 e. Aucune indemnité journalière n'est accordée en cas d'hébergement familial.

Le calcul de la subvention sera effectué sur les bases suivantes:

- a) pour les programmes se déroulant dans la localité du partenaire (alinéa 3.2.3 A,a des Directives)
35 participants au maximum (y compris l'équipe d'encadrement);
- b) pour les programmes en tiers lieu (alinéa 3.2.3 A,b des Directives)
50 participants au maximum (y compris l'équipe d'encadrement).
La parité entre Français et Allemands devra être recherchée.*

2. Pour les programmes visés aux chapitres 2.3 (réalisation des programmes) alinéas 2.3.1 (préparation) et 2.3.3 (évaluation et exploitation), 2.4 (formation), 2.6.3 (stages linguistiques binationaux) et 3.1.3 (coopération institutionnelle) des Directives, le montant maximum, par jour et par participant, est de max. 30 e.**

*) Si au moment du décompte, l'écart entre le nombre effectif de participants français et allemands (ou d'autres nationalités pour des programmes pays tiers) et le nombre prévu est trop important, il doit être motivé. Si cet écart est supérieur à 1/3 - 2/3, la décision d'attribution peut être annulée et le reversement de l'acompte sur subvention exigé.

**) Pour les programmes nécessitant des voyages individuels (par exemple pour des séminaires à recrutement ouvert sur le plan national ou régional) l'organisateur devra présenter la facture des frais d'hébergement comme justificatif.

ANLAGE 5

AUFENTHALTSKOSTEN

1. Für Programme nach Ziff. 2.2.1. (Informations- und Kontaktprogramme), 2.2.2 (themenorientierte Programme), 2.2.4 (Vertiefungsprogramme), 2.5. (experimentelle Programme), 2.6.1 (Gruppenbegegnungen mit Sprachprogrammen) der Richtlinien ist der Zuschuss pro Tag und Teilnehmer im Regelfall auf 4 e gesetzt. Dieser Betrag kann unter Berücksichtigung der im Einzelfall gegebenen Kostensituation des Teilnehmerkreises und der zur Verfügung stehenden Mittel bis zu einem Höchstbetrag von max.15 e pro Tag und Teilnehmer erhöht werden.

Insgesamt kann für die Berechnung des Zuschusses:

- a) bei Programmen am Ort des Partners (Ziff. 3.2.3 A, a der Richtlinien) grundsätzlich nur eine Höchstzahl von 35 Teilnehmern (einschließlich Team) zugrundegelegt werden.
- b) bei Programmen am dritten Ort (Ziff. 3.2.3 A, b der Richtlinien) grundsätzlich nur eine Höchstzahl von 50 Teilnehmern (einschließlich Team) zugrundegelegt werden, wobei eine paritätische Beteiligung von deutschen und französischen Teilnehmern anzustreben ist.*

2. Für die Programme nach Ziff. 2.3. (Durchführung der Programme), Abs. 2.3.1 (Vorbereitung) und 2.3.3 (Auswertung), 2.4. (Ausbildungsprogramme), 2.6.3 (binationale Sprachkurse) und 3.1.3 (Programme der institutionellen Kooperation) der Richtlinien ist der Höchstbetrag pro Tag und Teilnehmer auf max. 30 e festgesetzt.**

*) Soweit die Teilnehmerzahlen bei der Abrechnung wesentlich von den Zahlen im Antrag abweichen, bedarf es einer Begründung. Wenn das Teilnehmerverhältnis unter 1/3 zu 2/3 liegt, muss mit einer Aufhebung der Bewilligung und Rückforderung einer etwaigen Abschlagszahlung gerechnet werden.

**) Bei Programmen, zu denen die Teilnehmer einzeln anreisen (z.B. zu zentral ausgeschriebenem Seminare) muss der Träger als Beleg eine Rechnung über die Unterbringungskosten vorlegen.

ANNEXE 6

PARTICIPATION DES JEUNES DE PAYS TIERS

1. Certains programmes de l'OFAJ peuvent comprendre des jeunes ressortissants d'un pays tiers.
2. Le nombre des programmes comprenant des participants de pays tiers ne doit pas dépasser 5% des programmes réalisés en une année.
3. Le nombre des participants de pays tiers à un programme particulier ne devra pas dépasser 1/3 du nombre total des participants. Dans chacun des programmes, le nombre des participants français et le nombre des participants allemands doivent être d'égale importance.
4. La présence des participants de pays tiers devra être justifiée par l'orientation thématique du programme.
5. Les programmes de l'OFAJ avec participation de jeunes de pays tiers doivent, en règle générale, s'inscrire dans le cadre de véritables cycles comprenant trois rencontres se déroulant tour à tour dans les pays concernés. Les deux premières phases doivent normalement avoir lieu en France ou en Allemagne.
6. Tous les participants à un programme doivent être placés dans les mêmes conditions, notamment en ce qui concerne leur contribution financière; pour les programmes se déroulant dans un autre pays l'aide financière de l'OFAJ sera limitée aux participants français et allemands. Pour les programmes se déroulant en France ou en Allemagne, les frais de voyage des participants de pays tiers seront pris en compte à partir de la frontière de l'un ou l'autre de nos deux pays.

ANLAGE 6

TEILNAHME VON JUGENDLICHEN AUS DRITTLÄNDERN

1. Bestimmte Programme des DFJW können für Jugendliche aus einem Drittland geöffnet werden.
2. Die Anzahl der Programme mit Teilnehmern aus einem Drittland darf 5% der durchgeführten Programme nicht übersteigen.
3. Die Anzahl der Teilnehmer aus einem Drittland an den einzelnen Programmen darf ein Drittel der gesamten Teilnehmerzahl an einem Programm nicht übersteigen. An jedem dieser Programme muss auch die Anzahl der deutschen und der französischen Teilnehmer von gleicher Bedeutung sein.
4. Die Beteiligung von Teilnehmern aus einem Drittland muss von der thematischen Orientierung des Programms her gerechtfertigt sein.
5. Die Programme des DFJW mit Teilnehmern aus Drittländern sollen sich grundsätzlich im Rahmen von Zyklen mit 3 aufeinanderfolgenden Begegnungen in den in Betracht kommenden Ländern einordnen. Die beiden ersten Begegnungen sollen in der Regel in Deutschland oder Frankreich stattfinden.
6. Alle Teilnehmer eines Programms sind gleich zu behandeln, vor allem, was ihren finanziellen Beitrag betrifft; bei Programmen in einem anderen Land bleibt die finanzielle Förderung jedoch auf die deutschen und französischen Teilnehmer beschränkt. Bei Programmen in Deutschland oder in Frankreich werden die Reisekosten der Teilnehmer aus einem Drittland vom Grenzübergang an in das eine oder andere der beiden Länder berechnet.

ANNEXE 7

SUBVENTIONS POUR REUNIONS PREPARATOIRES

1. Si la réunion de préparation ne se déroule pas immédiatement avant le programme, une demande de subvention séparée doit être adressée à l'Office.
2. Cette demande devra être déposée par l'organisateur responsable du programme principal.
3. Si le programme lui-même est subventionné au départ (article 3.2.3, alinéa A, a des Directives), la rencontre préparatoire se déroulera normalement dans la localité du partenaire. Trois participants seulement pourront être subventionnés pour cette réunion.
4. S'il s'agit d'un programme subventionné à l'accueil (article 3.2.3, alinéa A, b des Directives), il peut être judicieux de prévoir cette réunion préparatoire sur le lieu du futur programme. Dans ce cas tous les participants peuvent naturellement être subventionnés, quel que soit leur pays d'origine; toutefois, leur nombre ne doit pas être supérieur à six.

Si la réunion de préparation ne se déroule pas sur le lieu de la rencontre, seuls les participants venant de l'autre pays pourront bénéficier d'une subvention. Dans ce cas, et contrairement aux dispositions du paragraphe 2 ci-dessus, la demande sera déposée par l'organisateur qui aura envoyé ses responsables dans l'autre pays.
5. Les frais de transport seront remboursés sur la base du double du taux de la grille, quel que soit le mode de transport utilisé.
6. Le montant de la subvention pour frais de séjour correspondra à celui prévu pour le programme principal (cf. annexe 5 aux Directives). A titre exceptionnel, son montant pourra s'élever à un maximum de 30 e. La subvention ne portera toutefois que sur trois jours au plus.
7. Une subvention pour „Autres frais" au sens de l'article 3.1.4 des Directives ne pourra pas être accordée.
8. Pour les réunions de préparation qui, de par leur contenu et leur déroulement, sont à considérer comme des programmes indépendants, la procédure prévue aux Directives s'applique au même titre que pour les programmes eux-mêmes. Ceci vaut en particulier pour le délai de dépôt des demandes. Une subvention a posteriori ne pourra être accordée que dans des cas justifiés et après accord du Secrétaire Général.

ANLAGE 7

FÖRDERUNG VON VORBEREITUNGS- TREFFEN

1. Für die Förderung eines Vorbereitungstreffens ist grundsätzlich ein gesonderter Antrag zu stellen, falls es nicht zeitlich im unmittelbaren Zusammenhang mit dem Hauptprogramm steht.
2. Zuständig für die Antragstellung ist grundsätzlich der Träger, der auch den Antrag für das Hauptprogramm zu stellen hat.
3. Bei einem „au départ" zu fördernden Hauptprogramm (Ziff. 3.2.3 Abschnitt A, Buchst. a der Richtlinien) wird grundsätzlich davon ausgegangen, dass das Vorbereitungstreffen am Ort des Partners stattfindet. Höchstens 3 Teilnehmer sollten für diese Vorbereitungsreise gefördert werden.
4. Bei einem „à l'accueil" zu fördernden Hauptprogramm (Ziff. 3.2.3 Abschnitt A, Buchst. b der Richtlinien) wird es in der Regel zweckmäßig sein, dass das Vorbereitungstreffen am Ort des späteren Hauptprogramms stattfindet. In diesem Falle können selbstverständlich sowohl die aus dem anderen Land anreisenden Teilnehmer als auch die zum Vorbereitungstreffen anreisenden Teilnehmer des Antragstellers gefördert werden. Die Gesamtzahl sollte jedoch 6 Teilnehmer nicht überschreiten.

Findet das Treffen nicht am späteren Programmort statt, so können grundsätzlich nur die aus dem anderen Land anreisenden Teilnehmer gefördert werden. Für die Antragstellung ist in diesem Falle - abweichend von Ziffer 2 - der Träger zuständig, dessen Teilnehmer zur Vorbereitung in das andere Land reisen.
5. Für die Fahrkosten wird ein Zuschuss in Höhe des doppelten Tabellensatzes pro Teilnehmer gewährt, und zwar ohne Rücksicht darauf, welches Verkehrsmittel benutzt wird.
6. Die Höhe des Zuschusses zu den Aufenthaltskosten richtet sich nach der Anlage 5 zu den Richtlinien, und zwar je nach der Art des vorzubereitenden Programmes nach Ziffer 1 oder 2 der Anlage 5. In begründeten Einzelfällen kann er bis zu max. 30 e betragen. Ein Zuschuss kann im übrigen nur für höchstens 3 Tage gewährt werden.
7. Zuschüsse zu „sonstigen Aufwendungen" i.S. der Ziff. 3.1.4 der Richtlinien werden nicht gewährt.
8. Für Vorbereitungstreffen, die zeitlich und inhaltlich als selbständige Programme anzusehen sind, gelten im übrigen alle Verfahrensregeln der Richtlinien in gleicher Weise wie für die eigentlichen Programme. Dies gilt insbesondere auch für die rechtzeitige vorherige Antragstellung; eine nachträgliche Förderung ist nur in besonders begründeten Ausnahmefällen mit einer Ausnahmegenehmigung des Generalsekretärs möglich.

INDEX

	Paragraphe	Page
A	Autres frais 3.14	20
	Ayants droit 3.2.10	28
B	Bourses 2.2.3, 3.1.5	10, 20
C	Carte des académies Annexe 4	38
	Carte des Länder Annexe 3	37
	Codes postaux Annexe 4	39
	Compétence 3.2.1	22
	Conférenciers 3.1.4	20
	Contrôle 3.2.7	26
	Coopération institutionnelle 3.1.3	18
	Cours de langue 2.6.2, 2.6.3, 3.1.5	16, 20
D	Date limite de dépôt des demandes 3.2.3 H	24
	Décomptes de subvention 3.2.6	26
	Demande 3.2.3	22
	Départements Annexe 4	39
	Durée des programmes 2.2.1, 2.2.4	8, 10
E	Evaluation 2.3.3	12
F	Formation et perfectionnement 2.4	12
	Formulaires 3.2.9	28
	Frais d'administration 3.1.6	20
	Frais de personnel 3.1.6	20
	Frais de séjour 3.1.2, 3.1.3, Annexe 5	18, 40
	Frais de voyage 3.1.1	18
	Frais divers 3.1.4	20
G	Grille de remboursement des frais de voyage Annexes 1, 2	32, 36
I	Interprètes 3.1.4	20
L	Limite d'âge 3.1	16
	Liquidation des subventions 3.2.5	24
O	Organisateur 3.2.2	22
	Organisations centrales 3.2.2	22
P	Parité Annexe 5	40
	Pays tiers Annexe 6	42
	Préparation 2.3.1	12
	Professeur de langue 3.1.4	20
	Promotion linguistique 2.6., 2.6.1, 3.1.3	14, 16, 18
R	Réalisation 2.3.2	12
	Responsables 3.1.4	20
	Réunions préparatoires Annexe 7	44
	Reversement 3.2.8	26
S	Séjours d'études 2.2.3, 3.1.5	10, 20
	Séjours de longue durée 3.1.5	20
T	Travaux de recherche 2.5., 3.1.8	14, 22
	Types de programmes 2.2.	8
V	Virements 3.2.5 B.	24

INDEX

	Ziffer	Seite
A	Abschläge 3.2.5 B.	25
	Altersgrenze 3.1.	17
	Antragsfrist 3.2.3 H	25
	Antragsverfahren 3.2.3	23
	Aufenthaltskosten 3.1.2, 3.1.3, Anlage 5	19, 41
	Aus- und Fortbildung 2.4.	13
	Auswertung 2.3.3	13
	Auszahlung 3.2.5	25
D	Dauer der Maßnahmen 2.2.1, 2.2.4	9, 11
	Departement Anlage 4	39
	Drittländer Anlage 6	43
	Dolmetscher 3.1.4	21
	Durchführung 2.3.2	13
F	Fahrtkosten 3.1.1	19
	Fahrtkostenzuschusstabellen Anlage 1, 2	32, 36
	Formulare 3.2.9	29
	Forschung 2.5., 3.1.8	15, 23
I	Institutionelle Kooperation 3.1.3	19
K	Karte der Akademien in Frankreich Anlage 4	38
	Karte der Bundesländer Anlage 3	37
L	Langfristige Programme 3.1.5	21
	Leitung 3.1.4	21
P	Parität Anlage 5	41
	Personalkosten 3.1.6	21
	Postleitzahlen Anlage 4	39
	Programmarten 2.2.	9
	Prüfung 3.2.7	27
R	Rechtsanspruch 3.2.10	29
	Referenten 3.1.4	21
	Rückzahlung 3.2.8	27
S	Sonstige Aufwendungen 3.1.4	21
	Sprachförderung 2.6., 2.6.1, 3.1.3	15, 17, 19
	Sprachkurse 2.6.2, 2.6.3, 3.1.5	17, 21
	Sprachlehrer 3.1.4	21
	Stipendien 2.2.3, 3.1.5	11, 21
	Studienaufenthalte 2.2.3, 3.1.5	11, 21
T	Träger 3.2.2	23
Ü	Überweisung 3.2.5 B.	25
V	Verwaltungskosten 3.1.6	21
	Verwendungsnachweise 3.2.6	27
	Vorbereitung 2.3.1	13
	Vorbereitungstreffen Anlage 7	45
Z	Zentralstellen 3.2.2	23
	Zuständigkeit 3.2.1	23



51, rue de l'Amiral-Mouchez, 75013 Paris
Tél : 01.40.78.18.18
Télécopie : 01.40.78.18.88
<http://www.ofaj.org>

Molkenmarkt 1 • D-10179 Berlin
Tel : 030/288 757-0
Telefax : 030/288 757-88
<http://www.dfjw.org>

Fevrier/Februar 2002

SOMMAIRE

	Page
1. Principes	4
2. Conception, organisation et évaluation	8
2.1. Participation active du jeune	8
2.2. Différents types de programmes	8
2.3. Réalisation des programmes	10
2.4. Formation et perfectionnement des responsables et animateurs	12
2.5. Documentation, information et recherche	14
2.6. Promotion linguistique	14
3. Modalités d'intervention et procédure.....	16
3.1. Modalités d'intervention	16
3.2. Procédure	22
Frais de voyage	30
ANNEXE 1	32
Grille en euros pour le remboursement des frais de transport pour les déplacements en groupes vers la République fédérale d'Allemagne	
ANNEXE 2	34
Grille en euros pour le remboursement des frais de transport pour les déplacements de groupes à l'intérieur de la France	
ANNEXE 3	37
Carte des Länder de la République fédérale d'Allemagne	
ANNEXE 4	38
Carte de la France par académie	
ANNEXE 5	40
Frais de séjour	
ANNEXE 6	42
Participation des jeunes de pays tiers	
ANNEXE 7	42
Subventions pour réunions préparatoires	
INDEX	46

INHALT

	Seite
1. Grundsätze	5
2. Konzeption, Durchführung und Auswertung	9
2.1. Mitwirkung des Jugendlichen	9
2.2. Programmarten	9
2.3. Durchführung der Programme	11
2.4. Aus- und Fortbildung der Gruppenleiter und Mitarbeiter	13
2.5. Dokumentation, Information und Forschung	15
2.6. Sprachförderung	15
3. Förderung und Verfahren	17
3.1. Förderung	17
3.2. Verfahren	23
Fahrtkostenerstattung	31
ANLAGE 1	33
Tabelle in Euro - Fahrtkostenzuschuss für Gruppenfahrten nach Frankreich	
ANLAGE 2	36
Tabelle in Euro - Fahrtkostenzuschuss für Gruppenfahrten innerhalb der Bundesrepublik Deutschland	
ANLAGE 3	37
Karte der Bundesländer	
ANLAGE 4	38
Karte der Akademien in Frankreich	
ANLAGE 5	41
Aufenthaltskosten	
ANLAGE 6	43
Teilnahme von Jugendlichen aus Drittländern	
ANLAGE 7	45
Förderung von Vorbereitungstreffen	
INDEX	47